



16 PAGES > L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

LONDRES > UN REFUGE DE TERRORISTES page A4

NEW YORK > UN RETOUR À L'ANORMALE page A5

WASHINGTON > LA CAPITALE SANS PLAN D'URGENCE page A6

FORUM > POURQUOI TANT DE HAINE? page A15

MONTRÉAL | MARDI 18 SEPTEMBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117<sup>e</sup> ANNÉE > NO 325 > 76 PAGES > 6 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢



Oussama ben Laden

# RECHERCHÉ MORT OU VIF

« Notre combat en est un pour la liberté », dit Bush

RICHARD HÉTU  
collaboration spéciale

NEW YORK — Empruntant une image du Far-West, le président George W. Bush a déclaré hier qu'il voulait Oussama ben Laden « mort ou vif », tandis qu'à Ottawa, le premier ministre Jean Chrétien a donné son appui à la guerre au terrorisme déclarée par les États-Unis.

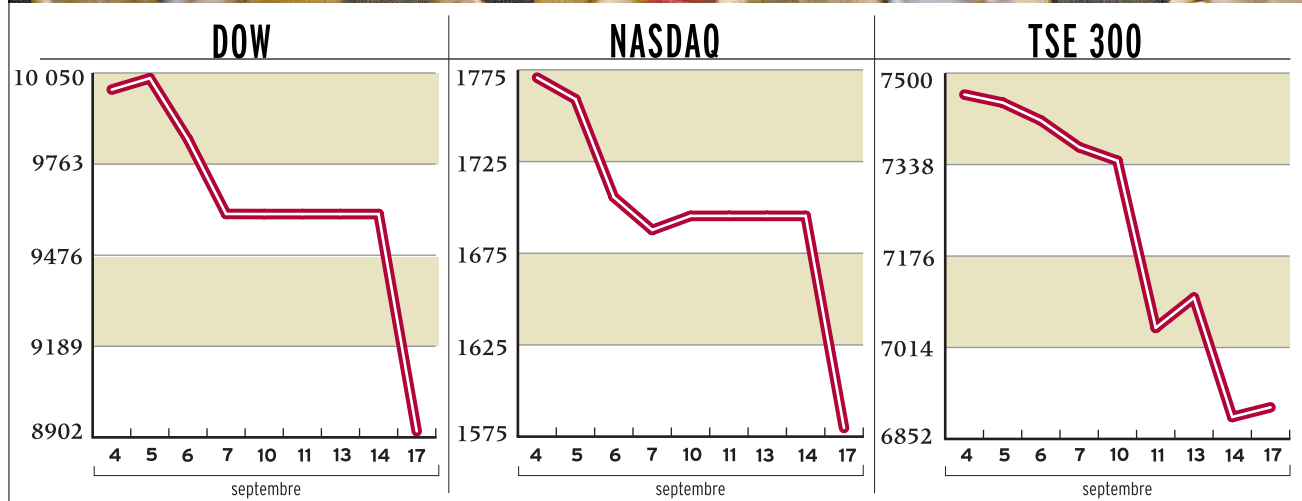
Bush a fait sa déclaration de shérif texan lors d'une visite au Pentagone, un des lieux frappés par les terroristes, il y a aujourd'hui une semaine. Interrogé à savoir s'il désirait voir mort le milliardaire saoudien, Bush a répondu: « Je veux la justice. Et il existe une vieille affiche du Far-West qui disait, si je me souviens bien: *Wanted: dead or alive* (recherché: mort ou vif). »

L'administration Bush a désigné la semaine dernière ben Laden comme le suspect numéro un dans l'organisation des attentats suicide contre le World Trade Center et le Pentagone qui ont fait plus de 5000 morts. Ben Laden vit en Afghanistan, où il est l'« hôte » du régime islamiste des talibans au pouvoir à Kaboul.

Mais la lutte contre le terrorisme ne finira pas avec lui, a précisé le président des États-Unis au cours d'une journée marquée par le retour au travail de New York et la réouverture en forte baisse de la Bourse de Wall Street, où aucun titre n'avait été échangé depuis mardi dernier.

Voir RECHERCHÉ en A2

cyberpresse.ca Tout sur les attentats et les dernières nouvelles à  
www.cyberpresse.ca/attentats



## « Des soldats et des civils seront touchés »

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Les Canadiens doivent se préparer à faire preuve de réalisme et à accepter que l'engagement du Canada aux côtés des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme entraînera nécessairement des pertes de vie, non seulement chez les militaires, mais aussi au sein dans la population civile, qu'elle soit étrangère ou canadienne.

« Personne ne peut garantir à personne, a déclaré le premier ministre Jean Chrétien hier, qu'il n'y

aura pas de civils qui perdront malheureusement la vie dans cette opération. Ce serait naïf de penser autrement. Lorsque nous participons à une guerre, nous devons nous assurer que ceux qui sont coupables soient capturés et affrontent les conséquences de leurs actions. Nous ne pouvons pas promettre qu'aucune vie ne sera perdue. Certains soldats et certains civils seront touchés, mais parfois c'est le prix qu'il faut payer pour avoir la paix et pour détruire le mal qu'est le terrorisme. »

Le premier ministre faisait cette intervention à la période des ques-

tions hier aux Communes alors qu'il répondait à une supplique du député néo-démocrate Svend Robinson qui lui demandait de promettre que l'engagement du Canada dans une guerre au terrorisme allait se faire selon le respect des lois et en épargnant les populations civiles.

« Le Canada a une bonne réputation », expliquait plus tard à la sortie des Communes John Manley, ministre des Affaires étrangères.

Voir SOLDATS en A4

## Le Dow Jones plonge de 7 %

RÉJEAN BOURDEAU

Les attentats terroristes survenus à Washington et à deux pas de Wall Street, il y a une semaine, ont frappé les Bourses américaines, rouvertes hier après le plus long arrêt de transactions depuis la Grande Dépression des années 1930.

Ici, pendant la séance, l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto, en activité depuis jeudi dernier, a fait du surplace avec un léger gain de 17,11 points, ou 0,25 %, à 6907,96.

Aux États-Unis, le « vent patriotique » n'a pas empêché la moyenne des 30 industrielles Dow Jones de la Bourse de New York de chuter de 684,81 points, pour enregistrer la baisse la plus importante de son histoire en terme de points. En recul de 7,3 %, à 8920,70 points, l'indice new-yorkais se retrouve à un plancher de presque trois ans.

Les transactions se sont déroulées de façon ordonnée, en dépit d'un volume record où 2,2 milliards d'actions ont changé de main. Les titres perdants ont dépassé les titres gagnants dans un rapport de cinq contre un.

Pour augmenter la liquidité des marchés et prévenir un dérapage, les autorités réglementaires ont mis en place des mesures temporaires. Parmi elles, les sociétés ont pu racheter leurs actions.

De plus, les titres touchés par la crise, comme ceux des sociétés aériennes, sont apparus graduellement en cours de séance dans les carnets des transactions. Les coupe-circuits mis en place après le krach de 1987 pour stopper les baisses trop rapides n'ont pas été nécessaires.

Voir DOW JONES en A2

## Un dépotoir nommé Fresh Kills



PIERRE FOGLIA  
LA PRESSE À NEW YORK

NEW YORK — Hourra! La Bourse de New York est ouverte. Hourra! Les forces du bien ont triomphé. Hourra! Les États-Unis sont de nouveau prêts à mener le monde hors des ténèbres et du chaos en le débarassant une fois pour toutes du terrorisme...

Il n'y a rien d'étonnant à ce que M. Bush transforme en western l'effroyable tragédie du World Trade Center, puisque le western est (plus que jamais depuis la chute du communisme) la métaphore incontournable de l'American Way of Life. M. Bush joue son rôle de shérif du village planétaire, très bien. Mais les médias américains, particulièrement CNN et Fox ne devraient pas se sentir obligés d'en rajouter, ni obligés de se draper dans la bannière étoilée à chaque bulletin d'information, pas obligés de faire une *Pravda* d'eux-mêmes, pas obligés de prendre les New-Yorkais pour des cons. Le triomphalisme de CNN, et de Fox, ABC, NBC, était, hier matin, particulièrement dégoûtant.

Peut-être que les gens qui travaillent à la Bourse avaient de bonnes raisons d'exulter,

mais moi j'étais à deux pas de là, au 19 de la toute petite rue Rector et c'était la fête pour personne. D'abord, il n'y avait pas d'électricité. Il n'y en a nulle part dans le quartier. ( La Bourse est alimentée par sept camions-générateurs stationnés derrière, sur New Street.) J'étais avec trois jeunes. Trois coloc. Ils étaient quatre la semaine dernière. Il en manque une. Vingt-trois ans. Elle est dans le tas des débris qui fument, juste là, devant. Ils retournaient à leur appartement pour la première fois depuis une semaine. Ils allaient récupérer au 29<sup>e</sup> étage, par l'escalier de service, à la lampe de poche, les trucs de leur

copine. Je sais tout ça par le concierge. Eux n'ont pas voulu parler... J'ai quand même attendu qu'ils redescendent. Ils portaient des sacs, deux guitares, une cage d'oiseau vide. Il y en avait un qui traînait, sur le trottoir défoncé, une lourde valise dont une des roulettes s'est cassée. Il a donné un coup de pied dedans et s'est mis à pleurer. Son copain l'a pris par les épaules.

Au coin de West et de Ward, des Juifs avec leur kippon prétendaient eux aussi aller dans leur appartement. Un policier leur interdisait l'entrée sans leur donner de raison. « Mais c'est chez nous, on habite ici », protestaient les gens. « Je n'ai plus de linge », sanglotait une dame. Minuscules petits drames domestiques à la périphérie de l'horreur totale...

Jamais depuis mon arrivée à New York je ne m'étais approché aussi près de la montagne fumante. Le périmètre de sécurité est maintenant quasiment réduit au chantier, clos par des grilles gardées par l'armée.

Voir FOGLIA en A2

**AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE**

Arts et spectacles	C1-C6	Loteries	A2, A11
- télévision	C2	Monde	A13, A14
Bandes dessinées	C7	Mots croisés	C7, S10
Bridge	E7	Mot mystère	C7
Décès	E7	Petites annonces	E5
Éditorial	A16	- immobilier	E5
Étés-vous		- marchandises	E5, E6
observateur?	E6	- emplois	E6
Feuilleton	C7	- automobile	E6-E8
Forum	A15, A17	- affaires	D4
Horoscope	E8	Politique	E3
La Press Affaires	D1-D18		

**MÉTÉO** Voir S16  
Ciel variable  
Maximum 19 > minimum 9

6 21924 98765 1

## 1 &gt; DEMAIN DANS LA PRESSE



## Le tourisme sexuel

Michel Houellebecq n'a jamais eu une plume timide. Depuis quelques semaines, son dernier livre attise un débat enflammé qui touche plusieurs tabous et un en particulier: le tourisme sexuel. La perception de la prostitution varie-t-elle d'un pays à l'autre, en Occident et en Asie? La Presse se penche sur la question avec un regard sur l'industrie du sexe en Asie, plus particulièrement au Japon et en Corée.

A lire demain dans le cahier ACTUEL

## 2 &gt; AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Retrouvez toutes les caricatures de l'été [cyberpresse.ca/caricatures](http://cyberpresse.ca/caricatures)

> Un tour d'horizon de la rentrée culturelle [cyberpresse.ca/rentree](http://cyberpresse.ca/rentree)

> Nos chroniques et nos analyses sur les attentats [cyberpresse.ca/attentats](http://cyberpresse.ca/attentats)

## 3 &gt; À VENIR CETTE SEMAINE



## &gt; Les bons légumes

Samedi, dans le cahier Actuel, un retour aux fruits et légumes d'avant les pesticides.



## &gt; Doux Sauvage

Samedi, dans le cahier Arts et Spectacles, Robert Charlebois et son nouvel album.

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
<b>RÉDACTION</b>		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 7 h à midi / Dim: 10 h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>CYBERPRESSE</b>	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
<b>ABONNEMENT</b>	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
<b>PETITES ANNONCES</b>	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
<b>PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO</b>	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>PUBLICITÉ</b>				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

## LOTÉRIES

## LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres: 5-2-3

> À quatre chiffres: 5-0-3-5

## SUITES DE LA UNE

## RECHERCHÉ

Suite de la page A1

« Il est le suspect principal, de même que son organisation, a dit Bush, en faisant référence à ben Laden. Mais il y a d'autres terroristes dans le monde. Il y a des gens qui haïssent la liberté. Notre combat en est un pour la liberté. »

Et d'ajouter: « Nous gagnerons la guerre et il y aura des coûts. »

L'administration Bush a reçu hier un appui sans équivoque du gouvernement canadien dans sa lutte antiterroriste. Selon le premier ministre Chrétien, les attentats de la semaine dernière ne visaient pas seulement les États-Unis.

« Le monde a subi une attaque et le monde doit riposter... car nous sommes en guerre contre le terrorisme », a déclaré Chrétien à l'occasion d'un débat d'urgence à la Chambre des communes sur les événements tragiques de New York et de Washington.

Le secrétaire d'État Colin Powell s'est réjoui pour sa part des appuis recueillis par les États-Unis au cours des derniers jours. Le roi Fahd d'Arabie Saoudite a notamment assuré pour la première fois que son pays se tenait au côté des États-Unis dans sa lutte contre le terrorisme.

« Je pense que tout le monde reconnaît que ce défi en est un qui va au-delà des États-Unis, a dit Powell. Trente-sept pays ont perdu des citoyens dans le World Trade Center. Nous devons non seulement nous attaquer au cas présent mais aussi au concept du terrorisme... ce fléau de la civilisation. »

Le secrétaire d'État a par ailleurs pressé les talibans d'extrader ben Laden, et continué de mener une activité diplomatique intense au Proche-Orient et parmi les voisins de l'Afghanistan pour traquer le réseau du terroriste présumé et préparer une riposte militaire.

« Oussama ben Laden est comme le président d'une société multinationale avec des cellules et des organisations dans des dizaines de pays dans le monde, chacune capable de commettre des actes terroristes », a dit Powell, qui a contacté le Yémen, la Syrie et l'Ouzbékistan, entre autres, au cours des derniers jours.

Le secrétaire d'État a précisé que les talibans avaient toujours répondu aux demandes d'extradition « en affirmant que Ben Laden et ses associés étaient des hôtes dans leur pays. Eh bien, il est temps que les hôtes s'en aillent », a dit le chef de la diplomatie américaine.

Après avoir reçu dans la journée d'hier une délégation pakistanaise chargée de les convaincre de livrer ben Laden, les talibans ont annoncé que de hauts dignitaires musulmans discuteraient aujourd'hui du sort de leur invité.

En Afghanistan, des dizaines de milliers d'habitants se dirigeaient hier vers les frontières avec le Pakistan et l'Iran, fuyant d'éventuelles représailles militaires américaines, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Powell a tenté de rassurer les Afghans.

« Nous ne voulons aucun mal au peuple afghan, a-t-il dit. Ce sont des gens pauvres, qui souffrent. »

Le président Bush s'est pour sa part voulu rassurant pour les minorités arabes ou musulmanes aux États-Unis. Il s'est rendu hier dans une mosquée du Centre islamique de Washington.

« L'islam, c'est la paix. Ces terroristes ne représentent pas la paix », a-t-il dit lors de cette visite.

Quant aux Américains qui s'en prennent à leurs compatriotes de confession musulmane ou d'origine arabe, « ils représentent le pire

de l'espèce humaine et ils devraient avoir honte de leur conduite ».

Le premier ministre Chrétien a tenu des propos semblables aux Communes.

« J'ai été attristé par le fait que les attaques terroristes de mardi dernier aient provoqué des représailles contre des Canadiens de religion musulmane, a-t-il dit. C'est tout à fait inacceptable. C'est une victoire pour les terroristes quand ils réussissent à exporter leur haine. »

À New York, la vie a repris un semblant de normalité, mais les chances de retrouver des survivants dans les décombres du World Trade Center semblent désormais être réduites à néant. Depuis mercredi dernier, personne n'a été sorti vivant.

Le dernier bilan fait état de 4957 personnes portées disparues dans cette ville, et de 190 morts. Au Pentagone, en banlieue de Washington, les morts sont au nombre de 188, auxquels il faut ajouter les 45 personnes mortes dans l'écrasement de Pittsburgh.

Selon le FBI, 49 personnes soupçonnées d'être impliquées dans les attentats de la semaine dernière sont actuellement détenues pour interrogatoire par les services de l'immigration.

## DOW JONES

Suite de la page A1

L'indice Standard & Poor's 500, regroupant les plus grandes sociétés américaines, a perdu presque 5 % de sa valeur à 1038,77.

Les actions des sociétés d'aviation, gravement touchées par les événements, ont subi d'importants reculs. US Airways a plongé de 52 % à 5,57 \$ US et AMR, la société mère d'American Airlines, a perdu 40 % à 18 \$.

Le secteur des assurances a aussi écopé, mais à un moindre degré. American International Group a reculé de 4 % à 71 \$.

Faut-il s'en étonner? Le secteur de la défense a fait des gains. Les géants de l'armement, Raytheon a bondi de 17 % à 31,50 \$ et Northrop Grumman a gagné 12 % à 94,80 \$.

L'indice composite de la Bourse électronique NASDAQ, chef-lieu des titres technologiques, a chuté de 115,82 points, ou presque 7 %, à 1579,55. Quatre titres sur cinq ont reculé sur un volume de 2,1 milliards d'actions.

Malgré tout, les spécialistes ne sont pas surpris par la baisse des

cours boursiers. « Je suis rassuré de voir que les reculs de 5 % à 7 % s'inscrivent dans le même ordre que ceux survenus la semaine dernière dans les Bourses canadiennes et européennes, restées ouvertes », dit Richard Neault, président de Placement Élantis, filiale de gestion de portefeuille du Mouvement Desjardins.

« Les marchés américains ont rattrapé les autres indices, renchérit Luc Decoste, négociateur professionnel pour le Groupe Jitney. Il n'y a pas de miracle, la tendance reprend toujours le dessus. »

M. Neault a rappelé que la baisse concertée de 50 points centésimaux des banques centrales des États-Unis, du Canada et de l'Europe à l'ouverture des Bourses a aussi donné un bon signal pour soutenir les marchés.

Dans la journée, les banques canadiennes ont suivi le mouvement en réduisant leurs taux préférentiels de 50 points à 5,25 % à partir d'aujourd'hui. Les taux hypothécaires ont aussi été ajustés de façon disparate selon les institutions et les échéances.

Hier, les indices des Bourses européennes ont gagné entre 2 % et 3 % alors que le TSE 300 de Toronto est demeuré stable. « Même s'il risque encore d'avoir des soubresauts, je reste optimiste à moyen terme », souligne M. Neault.

À la Bourse torontoise, les sous-indices des produits de consommation (3,51 %), des pâtes et papier (3,10 %) et des communications et médias (2,58 %) ont terminé en hausse. Ceux des secteurs du transport (4,41 %), des ventes au détail (2,07 %) et des services publics (1,09 %) ont baissé.

## FOGLIA

Suite de la page A1

Jamais je n'avais eu cette vue d'ensemble. De profil, les trois tours jumelles, éborgnées, mais toujours debout du World Financial Central, érigées par les frères Bronfman. À leur pied, la désolation. Au coin de Rector et Washington, c'est un quartier de Bagdad, ou de Beyrouth, ou de Belfast, choisissez votre désastre. Il n'y a plus de trottoir, on patauge dans la boue, les plaques des rues sont si sales qu'on les lit à peine. Un drapeau irlandais, incongru, flotte sur l'enseigne du pub le Morgan's. Puis un temple bouddhique, puis deux étages entiers de la tour sud, tombés debout, cramés, effilochés et crénelés comme un reste grandiose de cathédrale. Au pied, trois voitures de pompier, leurs échelles tordues par les flammes, écrapouties sous de gigantesques poutrelles en « I ».

Peut-être que les gens qui travaillaient à la Bourse étaient fous comme la marde de retrouver leur jouet, mais moi, à midi, j'ai vu revenir du charnier des grands bonshommes de six pieds, bâtis pour se raconter des jokes de cul en tirant sur les fils de leur pizza, assis sur le trottoir. Eh! bien, ils ne riaient pas. Ils mastiquaient en silence. Loin de tout. Loin d'eux-mêmes.

Et cette fois c'est vrai. Une odeur. Sournoise. Unique. Quand on l'a sentie une fois on la reconnaît. Sournoise, sous l'acreté de la fumée. Même quand elle n'est pas là, on croit la renifler...

Tu sens?

Non, rien... Ah! si, attends. C'est ça? Douçâtrement velouté?

Une rue au sud de cette rue Rector dont je n'arrête pas de vous parler aujourd'hui, débouche le Brooklyn Battery Tunnel qu'empruntent, à l'exclusion de tout autre trafic pour l'instant, la procession des énormes camions qui évacuent les restes de tours effondrées. On dit qu'il y en a pour des mois. Les camions vont

mener les débris dans une île, au sud de Brooklyn, nommée Staten Island, considérée comme le cinquième quartier de New York, surtout habité par des Italiens et des Grecs. Je n'y suis jamais allé, mais on me dit que c'est très bucolique, des plages, des golfs, bref, le croiriez-vous, la carrière dépotoir où les camions vont déverser les restes des tours, s'appelle « Fresh Kills »... Ça ne s'invente pas.

Attendez ce n'est pas fini, le *New York Times*, sûrement un des journaux les moins sensationnels du monde, avait ce matin une histoire assez épouvantable sur la manière dont sont collectés les débris du World Trade Center. Moi je croyais qu'un certain tri était fait sur place. Pas du tout. Les grues dégent des sections de gravats, qui sont chargés dans les camions, qui vont les porter au dépotoir de Fresh Kills à Staten Island. Et là, au dépotoir, une équipe spéciale vérifie si, dans les gravats, il n'y a pas des morceaux... Il y en a souvent. Ils sont mis dans des sacs et portés à la morgue.

L'article du *Times* se termine par une petite information qui n'a l'air de rien, mais lourde d'épouvante: « Il y a maintenant, à Fresh Kills, 10 000 mouttes ».

Tout ça pour dire que les chauffeurs de ces camions, même s'ils ne veulent pas voir, des fois, ils voient. Une jambe. Un torse. Tout ça pour vous dir, aussi, que ces chauffeurs de camion, pourtant aussi patriotiques que peuvent l'être les gens de la Bourse, n'avaient pas la gueule fendue jusqu'aux oreilles ce matin. Ils ne faisaient pas le signe de la victoire. Ils ne disaient pas hurra, le capitalisme est un jardin de roses.

Il y a, parmi les camionneurs nombre d'anciens du Vietnam. Ils ne connaissent rien à la Bourse, mais ils savent que la victoire ne vient pas en donnant un coup de maillet. C'est plus long que ça. Et même des fois, la victoire ne vient jamais.

CHATEAU D'IVOIRE  
Depuis 1978  
2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651  
www.chateaudivoire.com



## L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

# Un conseil de religieux talibans doit décider du sort de ben Laden

AMIR SHAH  
Associated Press

KABOUL — Le chef suprême des talibans afghans laissera à un grand conseil religieux le soin de décider s'il faut livrer le terroriste présumé Oussama ben Laden aux États-Unis. Cette réunion devait se tenir aujourd'hui dans la capitale afghane, Kaboul.

Cette annonce du mollah Mohammed Omar, numéro un du régime de Kaboul, est survenue au terme d'une journée de délicats pourparlers avec une délégation pakistanaise venue à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, pour faire pression sur les talibans afin qu'ils livrent ben Laden, sous peine de subir des représailles de la part des États-Unis.

Radio Charia, la station des talibans, a précisé que les 20 docteurs de la foi les plus éminents du pays participeraient à la réunion.

Le message de la délégation pakistanaise aura été sans ambiguïté : « Remettez Oussama ben Laden aux États-Unis ou soyez certains d'être frappés par des représailles de la part d'une coalition internationale guidée par les États-Unis. » La délégation pakistanaise, constituée de hauts responsables, a décidé de passer la nuit d'hier à aujourd'hui à Kaboul, apparemment afin de tenter de peser sur les débats du grand conseil islamique.

Le secrétaire d'État américain Colin Powell s'est félicité des efforts diplomatiques du Pakistan. Il s'est toutefois refusé à spéculer sur les conséquences de l'annonce par les talibans de la convocation de leur grand conseil religieux.

« Je ne veux pas préjuger de ce que nous pourrions faire ou pas en réponse à cela », a déclaré M. Powell, en refusant de dire si Washington était prêt à imposer un ultimatum à la milice fondamentaliste, qui contrôle la quasi-totalité du pays. Il a toutefois laissé entendre que Washington n'accepterait pas une réponse dilatoire ou un aveu d'impuissance de la part des talibans.

Jusqu'à présent, les talibans ont refusé d'extrader ben Laden, considéré comme « hôte » de l'Afghanistan, affirmant qu'il est impossible qu'il ait organisé les attentats aux États-Unis dans un pays à moitié ruiné. Washington veut non seulement ben Laden, mais aussi son état-major, ainsi que la destruction de ses camps d'entraînement.

### Déstabilisation régionale

Signe de sa flexibilité toute relative, Kaboul a décidé hier de fermer totalement son espace aérien, en réponse à des sanctions adoptées par les Nations unies contre la compagnie aérienne afghane Ariana. Les quelque 110 vols qui survolaient le pays chaque jour seront désormais contraints de contourner l'Afghanistan, une mesure très coûteuse.

De son côté, le Pakistan a complètement fermé sa frontière et a commencé à envoyer des forces de police à sa frontière nord-ouest afin d'appliquer une nouvelle directive obligeant les 1,2 million de réfugiés afghans à demeurer dans les dizaines de camps dispersés dans cette région. Il s'agit pour le gouvernement de mesures de précaution. L'injonction a été prise afin de s'assurer qu'il n'y a dans les camps ni terroristes ni éléments subversifs, selon les autorités.

Ces mesures figuraient sur la liste des nombreuses requêtes soumises par les États-Unis au Pakistan. Les Américains ont également demandé à Islamabad l'autorisation d'utiliser son espace aérien et terrestre, ainsi que d'échanger des informations avec les services secrets pakistanaise.

La Chine a pour sa part fermé ses frontières avec l'Afghanistan ainsi qu'avec le Kirghizistan et le Tadjikistan, ont déclaré hier à l'AFP des responsables locaux.

Selon un responsable de la police du district autonome tadjik de Taxkorgan dans l'extrême ouest de la Chine, la petite frontière entre la Chine et l'Afghanistan, située en très haute montagne entre le Pamir et le Karakorum, est fermée depuis le week-end dernier et le demeurera jusqu'à nouvel ordre.

Les responsables locaux chinois n'ont pas fourni d'explication sur ces fermetures, et le ministère chinois des Affaires étrangères n'avait pas d'information à fournir à ce sujet hier.

### Les talibans préparent... un autre conflit

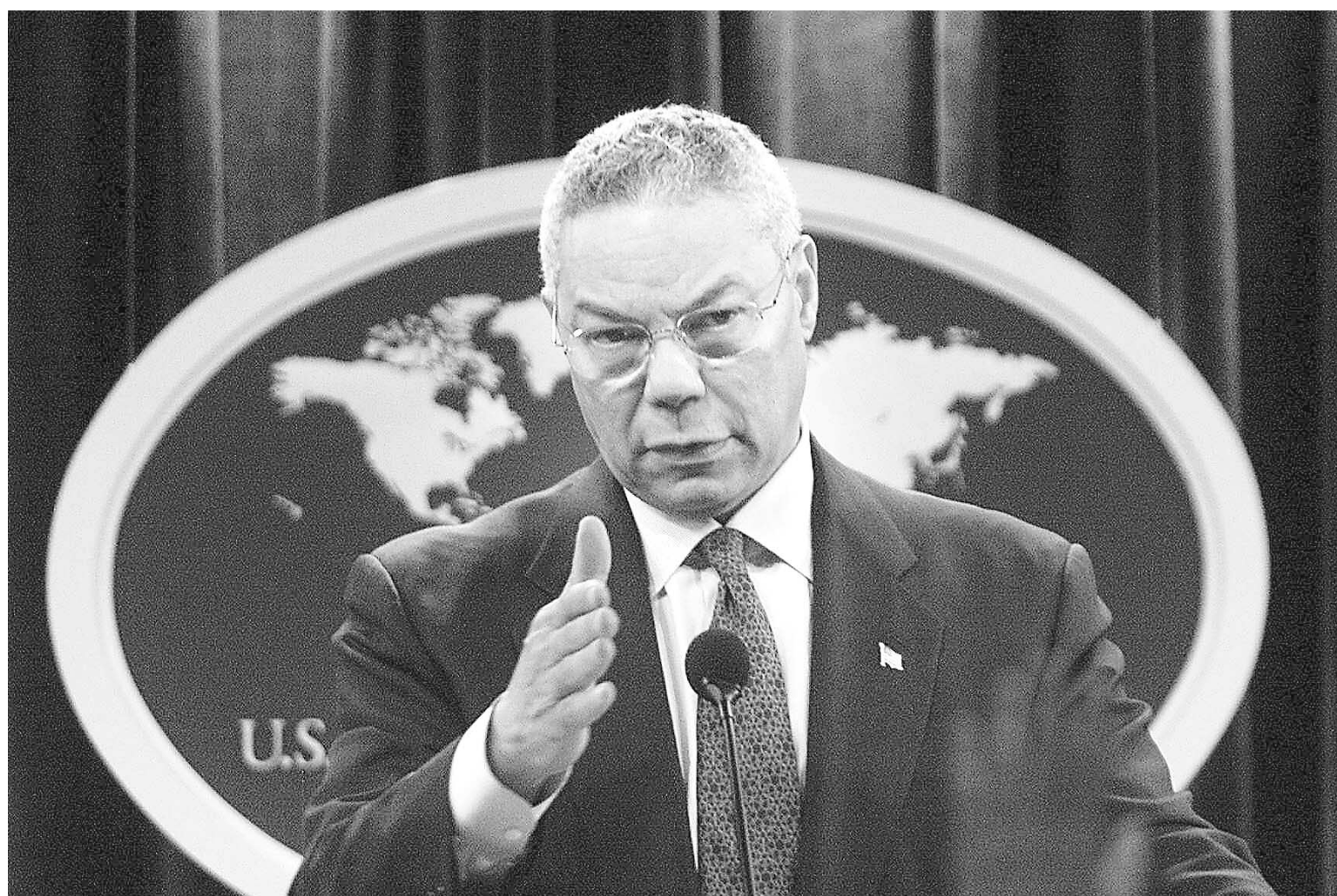
Environ 5000 talibans se préparent par ailleurs à attaquer les forces de l'Alliance du Nord après la mort du commandant Ahmed Shah Massoud, a affirmé hier à Douchanbé un représentant de l'opposition afghane.

« Les talibans préparent activement une attaque contre nos positions dans le nord de l'Afghanistan, dans la province de Takhar », a affirmé à l'AFP l'attaché militaire de l'ambassade du gouvernement afghan, en exil en Russie, le général Moukhamadsalekh Reghistani.

« Ils regroupent des armements, des munitions et du carburant », a-t-il ajouté, précisant que les forces de l'Alliance du Nord étaient « prêtes à faire face à toute attaque des talibans et de leurs mercenaires », qui contrôlent 90 % de l'Afghanistan.

Grièvement blessé le 9 septembre dans un attentat à la caméra piégée, Massoud est décédé officiellement samedi dernier des suites de ses blessures, selon l'opposition antitalibans. Il a été enterré dimanche dans son fief de la vallée du Panchir dans le nord-est de l'Afghanistan.

Selon M. Reghistani, cet attentat a été perpétré « avec la participation des services secrets pakistanaise, des talibans et d'(Oussama) ben Laden ».



« Nous commençons à bâtir une coalition qui mènera une campagne à plusieurs volets : judiciaire, politique, diplomatique, policier, de renseignements, et militaire, si cela est approprié », a annoncé hier le secrétaire d'État Colin Powell.

# Washington organise la coalition antiterroriste

CHRISTOPHE DE ROQUEFEUIL  
Agence France-Presse

**WASHINGTON — Les dirigeants américains tiendront tout au long de la semaine des réunions avec de hauts responsables étrangers pour bâtir la vaste coalition antiterroriste internationale que Washington appelle de ses vœux pour répondre aux attentats de la semaine dernière.**

« Nous commençons à bâtir une coalition qui mènera une campagne à plusieurs volets : judiciaire, politique, diplomatique, policier, de renseignements, et militaire, si cela est approprié », a déclaré hier le secrétaire d'État Colin Powell.

M. Powell s'est déclaré « satisfait de la manière dont cette coalition commence à s'assembler », ajoutant que « chacun reconnaît qu'il s'agit d'un défi qui va bien au-delà de l'Amérique, de New York et de Washington », ciblés des attentats de mardi dernier.

Les États-Unis ont annoncé dès le lendemain des attentats, qui ont détruit les tours du World Trade Center à New York et frappé le Pentagone à Washington, leur volonté de créer une « coalition forte » pour appuyer le principe de représailles américaines et engager une lutte de fond,

à long terme, contre les réseaux terroristes dans le monde.

Plusieurs rencontres de haut niveau sont prévues à Washington avec des dirigeants russes, chinois, européens ou représentants de pays musulmans, tandis que Washington désigne avec de plus en plus d'insistance Oussama ben Laden et les talibans afghans qui le protègent comme suspects numéro un.

Le président français Jacques Chirac ouvrira la série de rencontres avec une visite à Washington aujourd'hui, la première d'un chef d'État étranger depuis les attentats. M. Chirac rencontrera le président George W. Bush à la Maison-Blanche.

La France, membre avec les États-Unis de l'Alliance atlantique et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a exprimé sa totale solidarité avec Washington après ces attentats, tout en mettant en garde contre une réaction qui tournerait à un affrontement entre l'Occident et le monde arabo-musulman.

Demain, la présidente de l'Indonésie, Megawati Soekarnoputri, sera également à Washington. Cette visite de la part de la dirigeante du pays musulman le plus peuplé du monde revêt une importance particulière au moment où Washington entend rallier le plus grand nombre possible de pays islamiques à ses côtés.

Le chef de la diplomatie russe, partenaire crucial en raison de la proximité de la Russie avec l'Afghanistan des talibans,

Igor Ivanov, est lui aussi attendu demain à Washington.

Le vice-secrétaire d'État, bras droit de M. Powell, est également attendu demain à Moscou, puis jeudi au siège de l'OTAN, pour parler aussi de l'Afghanistan et de la lutte antiterroriste.

M. Powell s'apprête à recevoir jeudi trois hauts responsables européens, le chef de la diplomatie belge Louis Michel, dont le pays assure la présidence de l'Union européenne (UE), le représentant européen pour la politique étrangère Javier Solana et le commissaire européen pour les relations extérieures Chris Patten.

D'autres responsables européens de premier plan doivent également venir : le premier ministre britannique Tony Blair, jeudi, le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer, demain, et son homologue italien Renato Ruggiero, vendredi.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Faiçal, doit aussi se rendre à Washington jeudi. L'Arabie Saoudite est l'un des rares pays à reconnaître le pouvoir des talibans afghans.

Vendredi, ce sera au tour du chef de la diplomatie chinoise Tang Jiaxuan d'être reçu par M. Powell à Washington. La Chine, qui redoute les contrecoups d'une intervention américaine, a fermé ses frontières avec l'Afghanistan ainsi qu'avec deux pays de cette région, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

# Les Européens convoquent un sommet extraordinaire

Les Quinze en profiteront pour exprimer leur solidarité, mais aussi leur différence

PHILIPPE VALAT  
Agence France-Presse

**BRUXELLES — Les dirigeants européens se retrouveront vendredi prochain à Bruxelles pour un sommet extraordinaire qui leur permettra d'afficher une nouvelle fois leur solidarité avec les Américains, mais également d'insister sur leurs propres priorités.**

Les chefs d'État et de gouvernement des Quinze devraient notamment s'adresser à leurs populations nationales en réitérant leur volonté d'unir leurs forces pour combattre le terrorisme après les attentats du 11 septembre qui ont bouleversé la donne dans le monde entier.

Cette rencontre au sommet sera consacrée à « l'évolution de la situation inter-

nationale », selon le communiqué officiel de la présidence belge.

Les travaux du sommet seront fondés sur la déclaration commune des Quinze, publiée à l'occasion de la « journée de deuil » tenue vendredi dernier en Europe à la mémoire des milliers de victimes des attentats.

Les Quinze avaient alors assuré Washington de leur « pleine coopération pour que justice soit faite », tout en insistant sur le respect du droit international.

Ils avaient également souligné leur volonté de n'exclure aucun pays et aucune communauté de la lutte contre le terrorisme : « C'est ensemble, quelle que soit notre origine, notre race ou religion, que nous devons lutter pour trouver les solutions aux conflits qui servent trop souvent de prétexte à la barbarie. »

Selon une source diplomatique à Bruxelles, le sommet extraordinaire des Quinze devrait être l'occasion de manifester à nouveau aux pays arabes et musulmans « qu'il n'y a pas d'affrontement global en vue entre eux et nous ».

Un message politique de cette nature devrait faire l'unanimité, alors que les Européens membres de l'OTAN ne s'entendent pas tous sur la nécessité d'apporter une aide militaire active à la riposte américaine.

Face à la nouvelle menace qui pèse sur le monde, les dirigeants de l'UE ont assuré qu'ils étaient prêts à relever ensemble le « défi » de la lutte contre le terrorisme, un domaine où la coopération européenne est encore lacunaire, et à accélérer la mise en oeuvre d'une vraie politique de défense et de sécurité commune.

# Les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale prêtes à aider les États-Unis

Agence France-Presse

**MOSCOU — La majorité des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, ainsi que la Géorgie, semblaient prêtes hier à laisser les États-Unis utiliser leur territoire en cas de représailles armées contre l'Afghanistan à la suite des attentats de la semaine dernière.**

Seul le Turkménistan, qui partage une frontière de 744 km avec l'Afghanistan, a clairement manifesté sa réticence à laisser les

forces américaines utiliser ses bases militaires en raison de sa neutralité.

« Le fait que le Turkménistan entretienne des relations avec le mouvement des talibans et avec l'Alliance du Nord (le gouvernement en exil), ne veut pas dire qu'Achkhabad favorise l'un ou l'autre, mais qu'il agit en pacificateur », selon le ministère turkmène des Affaires étrangères.

Le Tadjikistan, dont la frontière avec l'Afghanistan s'étend sur 1200 km, a indiqué être « prêt à coopérer avec les États-Unis

dans la lutte contre le terrorisme ». Mais cette république, qui est la plus perturbée par son voisinage avec l'Afghanistan, a fait savoir qu'elle ne prendrait pas de décision sans en référer à Moscou.

Les présidents russe Vladimir Poutine et tadjik Emomali Rakhmonov ont évoqué le sujet par téléphone hier, sans qu'aucune décision précise ne soit annoncée.

L'Ouzbékistan, frontalier avec l'Afghanistan sur 137 km, est « prêt à discuter de toute forme de coopération en matière de lutte

contre le terrorisme international ». Le Kazakhstan, qui n'a pas de frontière commune avec l'Afghanistan, a laissé entendre samedi qu'il était prêt à offrir son territoire aux forces américaines.

Enfin, la Géorgie s'est dite prête à mettre ses bases et ses aéroports à la disposition de la communauté internationale, ce qui susciterait l'irritation de Moscou dont les relations sont déjà houleuses avec cette ex-république soviétique souhaitant se rapprocher de l'OTAN.



## L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

## La Grande-Bretagne, refuge des terroristes



AU MOINS TROIS cellules liées à l'ennemi numéro un des États-Unis, Oussama ben Laden, seraient actives en Grande-Bretagne, un pays considéré comme un refuge pour les organisations terroristes du monde entier.

La Grande-Bretagne, alliée traditionnelle des États-Unis, est sans doute le pays d'Europe le plus enclin à suivre George W. Bush dans sa « croisade » contre le terrorisme.

Mais les Britanniques devront peut-être commencer par faire le ménage chez eux, puisque c'est à Londres que les terroristes des quatre coins du monde choisissent souvent d'implanter leurs quartiers généraux européens.

Des douzaines de membres d'al-Qaeda seraient au large au Royaume-Uni. Certains d'entre eux y habitent depuis plusieurs années avec leurs familles. Dans les banlieues tranquilles du nord de Londres, ils constituent des maillons cruciaux de l'organisation internationale de ben Laden.

Certains d'entre eux sont soup-

çonnés de jouer un rôle clé dans le réseau du millionnaire saoudien, en utilisant des banques britanniques — notamment une branche de la Barclays de Notting Hill — pour blanchir de l'argent, procurer de faux passeports aux nouvelles recrues et imprimer de la propagande antiaméricaine.

Des instructions pour des opérations terroristes ont été données par téléphone à partir de Londres, et des membres du groupe de ben Laden ont revendiqué les attentats contre deux ambassades américaines en Afrique de l'Est en utilisant le télécopieur d'une épicerie du nord de la capitale.

« Tout le monde sait que la mouvance intégriste et terroriste internationale se trouve à Londres », disait jeudi un ancien ministre français des Affaires étrangères. La Grande-Bretagne est considérée comme un refuge pour les dissidents violents recherchés dans leur pays. Au moins neuf gouvernements ont demandé l'extradition de terroristes, accusés de crimes abominables dans leur pays, mais libres de circuler en toute impunité en sol britannique.

Une nouvelle loi interdisant les groupes terroristes de la Grande-Bretagne, adoptée en février, pourrait leur rendre la vie plus difficile. Mais la tâche des autorités policières est complexe, explique Paul Wilkinson, spécialiste en terro-



Photo Reuters

**Le premier ministre Tony Blair a rencontré son homologue italien Silvio Berlusconi (en arrière-plan), hier, à Londres, pour discuter des mesures antiterroristes. C'est dans cette même ville que les terroristes choisissent souvent d'implanter leurs quartiers généraux européens.**

risme à l'Université St. Andrews, en Écosse.

D'abord parce que les organisations sont de plus en plus sophistiquées et peuvent facilement se fondre dans « la jungle urbaine ». Le gouvernement a dressé une liste de 21 groupes interdits en Grande-Bretagne, mais « certains ont peut-être tout simplement créé de soi-disant organismes de charité, des façades pour continuer à amasser des fonds destinés à financer leurs activités », dit M. Wilkinson.

La nouvelle législation, sous laquelle tout membre actif d'une organisation interdite par le gouvernement peut être jugé et emprisonné en Grande-Bretagne, doit être appliquée avec une extrême prudence, poursuit l'expert. « Nous devons nous débarrasser de ces organisations dangereuses, mais d'une façon qui ne viole pas les droits humains et la règle du droit. »

Les services secrets britanniques, qui ont déjà arrêté huit personnes liées à ben Laden depuis mardi, tentent de retracer les membres du réseau qui pourraient avoir eu un rôle à jouer dans les attaques contre New York et Washington.

Un suspect a notamment été appréhendé à l'aéroport d'Heathrow, deux heures seulement après les attaques. L'homme, qui arrivait de New York, est soupçonné d'avoir été impliqué dans l'attentat contre le USS Cole au Yémen, qui a tué 17 marins américains en octobre dernier.

Dimanche, le directeur du MI5, Stephen Lander, a informé le premier ministre Tony Blair de l'étendue du réseau de ben Laden au Royaume-Uni. « Il n'y a pas de raison pour que ce qui est arrivé aux États-Unis n'arrive pas en Grande-Bretagne ou dans n'importe quel autre pays européen. Les terroristes sont en place, et il y a très peu de ressources pour les arrêter », a dit une source du MI5 au *Independent on Sunday*.

Certains membres importants d'al-Qaeda font face à une demande d'extradition des États-Unis. Khalid al-Fawwaz, considéré comme le bras droit de ben Laden à Londres, a été arrêté avec deux complices en 1998, après les attentats contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya, qui ont fait 226 morts et des centaines de blessés. Les trois hommes ont été transférés dans une prison à sécurité maximale de Londres après les attaques de mardi.

Haydar Abu Doha, quant à lui, a été arrêté peu après la tentative d'attentat ratée d'Ahmed Ressay. Cet Algérien habitant Montréal avait été intercepté aux frontières américaines, quelques jours avant les festivités du millénaire, avec une forte quantité d'explosifs — et une carte professionnelle de Doha — dans sa voiture. Plusieurs faux passeports et des « recettes » de cocktails chimiques permettant de fabriquer des explosifs avaient été trouvés dans l'appartement londonien de Doha.

Enfin, six terroristes algériens basés à Londres et liés à ben Laden auraient fomenté un attentat au gaz sarin contre le parlement européen de Strasbourg, en février dernier. Leur plan, qui devait tuer les 625 députés et plusieurs personnalités officielles, aurait été déjoué par la police allemande, selon le *Sunday Telegraph*.

## SOLDATS

Suite de la page A1

« Mais le Canada n'a pas une histoire d'un pays pacifiste et neutre, soyons clairs. Le Canada a des soldats partout en Europe parce que nous défendons la liberté. Et nous n'allons pas reculer maintenant parce que nous avons peur que quelqu'un soit blessé. Nous devons défendre les principes sur lesquels le pays a été fondé. On doit se battre contre le terrorisme là où il est et faire ce qu'il faut pour le vaincre. »

Au cours d'un discours d'une vingtaine de minutes plus tôt hier matin, M. Chrétien a donné le coup d'envoi à la rentrée parlementaire et au débat spécial de la Chambre basse sur les attaques terroristes perpétrées la semaine dernière aux États-Unis. Le chef du gouvernement a répété que ces attaques avaient été dirigées contre le monde et que le monde se devait de riposter. « Car nous sommes en guerre contre le terrorisme, a-t-il dit. Et le Canada — un pays fondé sur un idéal de liberté, de justice et de tolérance — participera à cette rencontre. »

Le premier ministre a demandé aux Canadiens de se préparer à « une longue lutte », « à une lutte sans réponses faciles » où « il faudra absolument faire preuve de patience et de sagesse », « agir en fonction de résultats à long terme plutôt qu'en fonction d'une satisfaction immédiate ». M. Chrétien a notamment annoncé que s'il fallait changer des lois pour assurer la sécurité des Canadiens, son gouvernement le fera. Mais il s'est du même coup engagé à ne pas céder « à la tentation de resserrer rapidement la sécurité aux prix des valeurs qui nous tiennent à coeur et qui ont fait du Canada un flambeau de l'espoir, de la liberté et de la tolérance dans le monde ».

Il s'agissait visiblement d'une mise en garde à l'opposition officielle, l'Alliance canadienne, qui déjà réclamait hier, par la voix de son chef Stockwell Day, de nouvelles lois contre le terrorisme et une refonte des lois sur l'immigration.

« Le Canada ne laissera personne le contraindre à sacrifier ses valeurs et ses traditions sous prétexte qu'il faut agir d'urgence, a martelé le premier ministre.

Nous continuerons à accueillir des gens de partout dans le monde. Nous continuerons à offrir un havre à ceux qui sont persécutés. »

Aussi bien M. Chrétien que les chefs des autres partis politiques, ainsi que de nombreux députés, ont par ailleurs condamné à nouveau hier les quelques manifestations hostiles des derniers jours au pays contre des Canadiens d'origine arabe ou de religion musulmane. « C'est une victoire pour les terroristes, a dit le chef du gouvernement, quand ils réussissent à exporter leur haine. »

Le débat extraordinaire d'hier tournait autour d'une motion, adoptée à l'unanimité par le Parlement, qui exprimait l'émotion et la consternation des Canadiens face aux attaques « insensées » du 11 septembre. La motion offre aussi les condoléances aux familles des victimes et au peuple américain tout entier. Elle réitére la détermination de la Chambre de défendre la liberté et la démocratie, à traduire en justice les coupables et à défendre le monde civilisé contre toute nouvelle attaque terroriste.

Même si le gouvernement a très peu donné de précisions sur la nature de son éventuel engagement militaire dans « ce conflit non conventionnel », ce que lui a notamment reproché Joe Clark, le chef de la coalition du Parti conservateur et du caucus de la Représentation démocratique (PC/RD), les partis d'opposition ont appelé à la modération et à la prudence. « Il ne faut pas tomber dans le piège d'une guerre de civilisation », a notamment lancé Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois, qui a exhorté le gouvernement à s'attaquer aux causes véritables du problème, celles qui engendrent le terrorisme, c'est-à-dire la guerre, la pauvreté, le désespoir et la situation stagnante au Proche-Orient.

« Moi, a dit M. Duceppe, je pense qu'effectivement le Canada doit voir la situation dans son ensemble. Il faut rappeler à Israël que la présence de colons en territoires occupés est inacceptable. »

www.hec.ca

## VENEZ NOUS RENCONTRER

## M.B.A.

- Programme offert en français ou en anglais;
- **M.B.A. intensif** : en 54 semaines consécutives;
- **M.B.A. « en action »** : étalé sur 3 ans, à temps partiel;



Équipe M.B.A. — HEC, 1<sup>re</sup> place à *The Economist Business Challenge*, organisé par World Affairs, devant Wharton, Harvard, Northwestern (Kellogg), New York (Stern) et d'autres encore.

## SÉANCE D'INFORMATION

Le mercredi 19 septembre à 18 h  
Amphithéâtre IBM  
www.hec.ca/programmes/mba  
mba@hec.ca

## D.E.S.S.

en commerce électronique

(Diplôme d'études supérieures spécialisées)

- Pour maîtriser les nouvelles façons de faire des affaires dans l'économie numérique;
- pour les titulaires d'un diplôme de 1<sup>er</sup> cycle;
- offert à temps plein ou à temps partiel.

## SÉANCE D'INFORMATION

Le mercredi 19 septembre à 18 h 30  
Salle Banque de développement du Canada  
www.hec.ca/programmes/dessce  
dess.ce@hec.ca

## D.E.S. (gestion)

(Diplôme d'études supérieures)

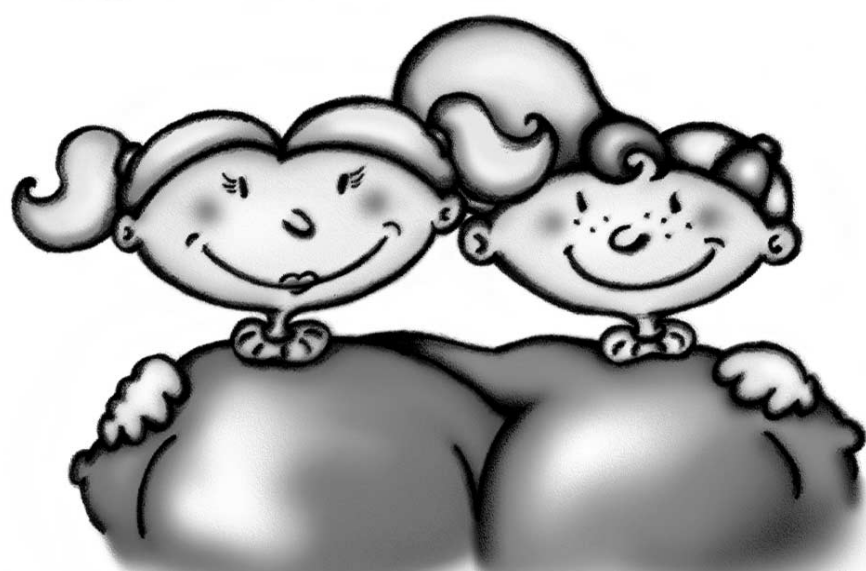
- Formation générale en gestion pour comprendre le fonctionnement des organisations et de l'économie;
- pour les bacheliers de toutes les disciplines autres que la gestion;
- offert à temps plein ou à temps partiel.

## SÉANCE D'INFORMATION

Le jeudi 20 septembre à 18 h  
Salle Meloche Monnex  
www.hec.ca/programmes/desg  
des.g@hec.ca

VENEZ CHERCHER VOTRE

Carnet d'identité



Le samedi 22 septembre de 10 h à 16 h à la cour centrale.

Merci à nos précieux collaborateurs!



EQUIS

Agrément



École des Hautes Études Commerciales  
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine  
Montréal (Québec) H3T 2A7  
Téléphone : (514) 340-6151

HEC

2986099



## L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

# Retour à l'anormale



**RICHARD HÉTO**  
collaboration spéciale  
**LA PRESSE À NEW YORK**

NEW YORK — Peter Marino travaille sur le parquet de la Bourse de New York depuis 41 ans. Hier matin, pour la première fois de sa vie, ce New-Yorkais endurci a eu la larme à l'oeil à l'ouverture de la séance, la première depuis la destruction du World Trade Center, symbole du capitalisme américain.

« Le seul fait d'être ici, après tout ce qui s'est passé, est une merveilleuse victoire pour New York et les États-Unis », dira plus tard le courtier de la maison Eagle Ridge Securities.

À 11 h, Marino est sorti par la porte qui donne sur Wall Street. Sous un soleil éclatant, il a allumé une cigarette. Malgré la chute de l'indice Dow Jones, il demeurait confiant.

« Nous allons surmonter ça, a-t-il déclaré. Nous avons perdu 489 points, ce qui était prévu. Nous aurons peut-être une autre baisse dans la journée, mais les têtes froides finiront par s'imposer. Il n'y a aucune panique. »

Autour de Marino, un autre tableau inédit s'offrait aux regards, comme New York semble en produire à chaque instant depuis le 11 septembre 2001.

Wall Street était en état de siège. La rue financière grouillait de policiers, certains tenant en laisse des chiens flaireurs d'explosifs. Aux intersections, des soldats de la Garde nationale vérifiaient l'identité des travailleurs du secteur et des journalistes du monde entier, repoussant à l'extérieur du périmètre de sécurité tous ceux qui n'étaient pas dûment accrédités.

Dans Broad Street, des limousines noires étaient stationnées en file devant l'entrée principale du New York Stock Exchange (NYSE), dont les colonnes de marbre étaient voilées par un immense drapeau des États-Unis. Avant 9 h 30, les voitures avaient déversé un flot de dignitaires, dont Paul O'Neill, secrétaire du Trésor, Rudolph Giuliani, maire de New York, George Pataki, gouverneur de New York, et Hillary Clinton, sénatrice de New York.

Ceux-ci ont assisté à la réouverture du centre nerveux de la finance américaine, un moment symbolique précédé par l'interprétation de la chanson *God Bless America*, deux minutes de silence et le son de la cloche agitée par des pompiers de New York, qui sont les héros de la tragédie nationale.

C'est là que Peter Marino a failli verser une larme.

« C'était très émouvant », a-t-il dit.

À l'extérieur de la Bourse, Robert Riley était frustré de ne pas se trouver sur le parquet. Âgé de 28 ans, il est page depuis trois mois au NYSE. Or, par mesure préventive, les humbles pages n'étaient pas admis à l'intérieur de l'immeuble hier.

« J'étais très déçu en apprenant que je ne pourrais pas aller sur le parquet aujourd'hui, a dit Riley. Je voulais vraiment travailler. Je voulais montrer aux criminels que les États-Unis ne s'arrêteraient pas. »

La voix de Riley vibra de patriotisme, comme l'air du quartier de la finance. Dans Nassau Street, une marche militaire de John Philip Sousa résonnait entre les immeubles encore recouverts de cendres. La musique martiale venait de haut-parleurs installés sur la corniche de la Réserve fédérale de New York, située non loin de la Bourse.

Une marche militaire à New York, c'est moins rare qu'une chanson de Britney Spears à Kaboul, mais c'est quand même remarquable.

Nassau Street, une rue jalonnée de petits commerces, tentait de revenir à la normale hier. Pour certains commerçants, c'était impossible, leurs immeubles étant encore privés d'électricité. Pour d'autres, la journée n'en était pas une de commerce, mais de nettoyage.

« Nous ne pourrions jamais retourner à la normale, a dit Keith Lee, en passant un chiffon sur les chaussures empoussiérées de son magasin. Mais nous allons tenter de revenir

presque à la normale. » « Ça fait 21 ans que je suis ici, a ajouté Lee, un immigrant de Hong Kong. Nous avons passé à travers le premier attentat contre le World Trade Center en 1993, mais ce n'était rien à côté de celui-ci. Celui-ci est vraiment mauvais. Je ne sais pas comment les choses évolueront. »

Nassau Street est très proche du World Trade Center. En se tenant à l'intersection de cette rue et de Liberty Street ou de Cedar Street, on voit très bien les restes calcinés des tours jumelles d'où monte encore une fumée âcre. Hier midi, les touristes et les curieux avaient déjà commencé à affluer pour prendre des photos du site de la catastrophe.

« Je n'ai pas pu y résister. Je devais voir », a déclaré Susan Worth, en braquant son appareil photo sur les ruines fumantes.

Worth était en route vers son bureau, situé sur la 14<sup>e</sup> Rue, près de Union Square. Partie du New Jersey, elle est arrivée à Manhattan en ferry. En mettant le pied sur la terre ferme, elle a aperçu un pompier de New York. « Je l'ai serré dans mes bras, a-t-elle dit. Il était un peu surpris, mais je voulais lui manifester ma reconnaissance. »

Tom Gorton, un avocat de Wall Street, hochait la tête en voyant les gens photographier l'endroit où près de 5000 personnes sont mortes.

« J'ai des amis qui sont disparus à cause des attentats, a-t-il dit. Les gens devraient être plus respectueux. C'est une journée très triste, très sombre. »

# Les tentacules financiers internationaux d'Oussama ben Laden

ANDRÉ NOËL

**Le mouvement Al-Qaida, fondé par Oussama ben Laden en 1988, a des bases financières dans plusieurs pays, mais particulièrement au Soudan, selon un rapport récent du groupe d'informations stratégiques Jane's, de Londres.**

Ben Laden, premier suspect dans les attentats de la semaine dernière à New York et à Washington, a été chassé d'Arabie Saoudite en 1992 et s'est alors installé au Soudan, où le pouvoir était détenu par le Front islamique national de Hassan al Turabi. Pendant des années, il avait recueilli des fonds, notamment de la CIA, pour combattre les Soviétiques en Afghanistan.

Il avait aussi une fortune familiale de plusieurs millions de dollars. C'est dans la capitale soudanaise de Khartoum qu'il l'a fait fructifier. Selon le dernier *Jane's Intelligence Review*, publié en août avant les derniers attentats, Al-Qaida possédait cet été plusieurs entreprises dans ce pays d'Afrique noire.

Ces entreprises portent des noms divers : Zirqani, Ladin International, Althamar al Mubarak, Quadrat Transportation, Quadrat Construction, Bareba, qui ont toutes des raisons sociales légitimes. Al Hijra Construction a construit une route entre Khartoum et Port Soudan ; International al-Ikhlal a fabriqué des bonbons et du miel à Kameen ; la Bank of Zoological Resources a produit des gènes pour créer des vaches transgéniques.

La tannerie Happ, à Khartoum, a produit

du cuir ; Blessed Fruits a exporté des fruits et des légumes. Al-Qaida a plusieurs fermes, qui produisent du maïs, des arachides, des graines de tournesol, du blé. Des manufactures fabriquent de l'huile de graines de sésame et d'arachides.

Hors du Soudan, Al-Qaida fait de l'élevage d'autruches et de chiens bergers (au Kenya). L'organisation possède des compagnies de bois (en Turquie) ; elle produit des citrons, des olives, des raisins, des noix, des amandes (au Tadjikistan) ; des diamants (en Tanzanie) ; des lapis-lazulis (en Ouganda). Elle élève des chameaux au Soudan et possède même une usine de meubles et une boulangerie.

Selon Jane's, Al-Qaida a importé plusieurs produits des États-Unis, notamment des lunettes de vision nocturne, de l'équipement vidéo, des piles, des carabines Barrett de calibre 50 et même un avion militaire T389, qui s'est écrasé à l'aéroport international de Khartoum.

L'organisation a aussi importé des équipements de plongée sous-marine et des télémètres (des appareils d'optique donnant, par simple lecture sur une échelle, la distance qui s'étend entre l'observateur et un point éloigné) depuis la Grande-Bretagne, des équipements téléphoniques en Allemagne, de l'uranium en Afrique du Sud, des bicyclettes en Azerbaïdjan, des camions en Russie, des tracteurs en Slovaquie, des automobiles à Dubaï, de la machinerie lourde pour des travaux de construction, des fertilisants, du fer, des insecticides, du sucre, ainsi de suite.

Al-Qaida a plusieurs comités, dont un comité des finances qui garantit toutes les ressources financières nécessaires aux activités

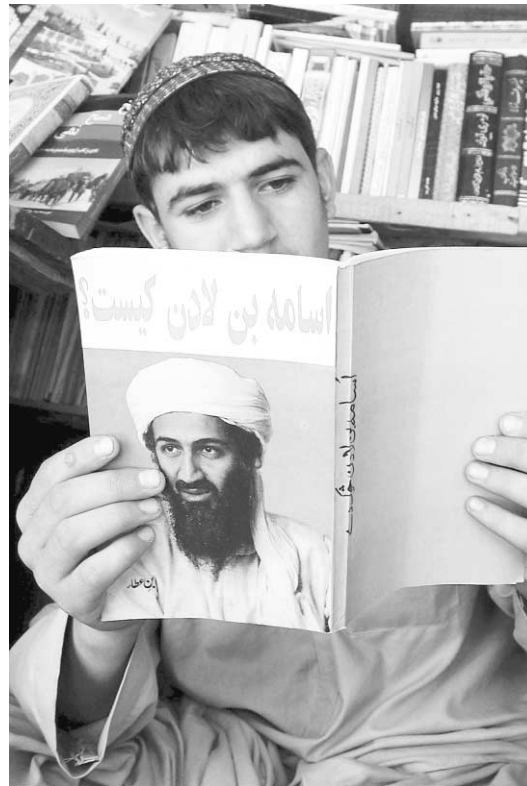


Photo REUTERS

**Ennemi numéro un des États-Unis, Oussama ben Laden est bien implanté ailleurs. L'intérêt pour ce milliardaire soudanais se décline même en livres à son sujet, que consulte ici un marchand de bouquins afghan.**

et à l'influence du mouvement. Le groupe contrôle en partie le Maktab al Khidmal (MaK), mieux connu sous le nom de bureau

afghan, créé pendant la guerre contre l'occupation soviétique, ainsi que des succursales du International Islamic Relief Organization (IIRO).

Le IIRO Philippines est dirigé par le beau-frère d'Oussama ben Laden, Jamal Mohammad Kalifa. Le IIRO de Tanzanie a travaillé activement avec Al-Qaida après les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, en 1998.

Al-Qaida a aussi un comité militaire, responsable du recrutement, de l'entraînement et du soutien aux opérations armées. Des groupes de travail planifient et préparent des attaques. Ils font du renseignement, montent des opérations de surveillance et de reconnaissance auprès de cibles éventuelles, et font aussi des répétitions d'attentats.

Ce comité affecte les instructeurs et distribue les armes et d'autres ressources pour appuyer directement ou indirectement des campagnes internationales. Un bureau spécial s'occupe de procurer et de forger des papiers d'identité comme des passeports et des certificats pour les combattants qui feront des actions hors de l'Afghanistan.

Le comité religieux et juridique est chargé de justifier les prises de position de Al-Qaida. Ses membres prêchent activement le modèle islamique, version ben Laden. Le comité des médias, enfin, est responsable de faire circuler les informations pour soutenir les activités politiques et militaires. Al-Qaeda Press et un bureau de relations publiques pour l'Europe ont été établis à Londres et dirigés par Khaled al Fawwaz jusqu'à ce que la police britannique arrête ce dernier, en relation avec les attentats contre l'ambassade américaine de Nairobi.

# S'attaquer au capital des terroristes? Un leurre

DENIS ARCAND

LE GOUVERNEMENT américain et ses alliés se leurrent s'ils s'imaginent pouvoir assécher les finances du terrorisme international par le contrôle des changes et l'enquête juridicomptable. Parce que les terroristes peuvent employer les mêmes outils qu'ont développés le grand capital, les fraudeurs fiscaux, la mafia et les narcotrafiquants pour faire circuler ou blanchir des milliards de dollars chaque année.

« La juridicomptabilité était censée être la solution magique pour régler une autre hystérie, celle de la guerre contre la drogue. Mais ça s'est vite dégonflé, a dit hier Tom Naylor, professeur au département d'économie à l'Université McGill. Cette fois, on a une nouvelle hystérie, et la juridicomptabilité ne fera pas de miracles là non plus. »

La seule façon de résoudre le problème des réseaux terroristes, dit-il, c'est le travail traditionnel de policiers.

Pour prévenir de nouveaux attentats et mettre la main au collet des terroristes actifs, le département du Trésor américain a créé vendredi dernier une cellule interministérielle chargée de scruter les transferts de fonds louches et de coordonner des efforts avec les gouvernements alliés. Un des fondements de la capacité d'enquêter est l'obligation des banques de si-

gnaler toute transaction suspicieuse quel que soit le montant, et toute transaction de plus de 10 000 \$. « Ça ouvre la porte à toutes sortes d'interprétations de la part d'employés de banques au statut précaire, mal payés, qui ne sont pas formés pour exercer ce type de jugement. »

M. Naylor pense qu'on coïncera surtout les terroristes négligents ou pas très futés, bref les cancrenes de l'académie ben Laden. « Mais un type le moins sérieusement à un million de techniques pour faire transiter de l'argent sans trace, dit-il. C'est ridicule et inutile d'essayer de dépister des terroristes ou n'importe quel criminel en fouillant dans le papier. »

Suivons avec M. Naylor le cheminement de l'argent à travers le système financier international. « Vous financez des terroristes. À moins d'être un parfait crétin, utilisez-vous votre compte bancaire personnel? Ben non... L'argent part du compte de la filiale d'une compagnie établie ailleurs, qui est à son tour la propriété d'une autre compagnie dirigée par un avocat qui reçoit ses instructions par courriel encrypté et qu'il exécute pour des gens qu'il n'a jamais rencontrés de sa vie et qui vivent dans un autre pays. L'argent sera transféré d'un compte à un autre, puis d'un pays à un autre. »

« Mettons que vous voulez faire passer un million de dollars US d'un compte secret à Chypre, vers

le Delaware. Vous ferez un retrait en livres sterling, puis vous le séparerez en 10 fractions différentes, puis vous irez dans 10 guichets internationaux différents ou vous ferez des conversions en marks, en francs, en dollars américains, etc. Puis vous transférez d'une compagnie bidon à Bahreïn, à une autre en Estonie, et ainsi de suite, avant qu'une cascade de transferts finissent par reconstituer votre million au Delaware. »

« Ce que les policiers des escouades de crimes économiques essaient de faire croire, c'est qu'ils peuvent prendre des milliers de signalements de transactions censément suspectes, tamiser les bonnes et faire deux choses : d'un côté de la transaction, redescendre la filière et lier le cash à un crime terroriste, et de l'autre côté de la transaction, remonter la filière pour identifier avec certitude ceux qui ont financé l'acte de terroriste. Je n'en reviens pas qu'on puisse être assez bête pour croire en un pays étranger, plutôt que par l'entremise des banques. »

M. Naylor décrit les méthodes de juridicomptabilité comme « la plus récente bêtise magique qui est censée tout régler » et « une mode ». Ce n'est pas inutile, ajoute-t-il, mais « c'est juste un outil très imparfait dans un coffre à outils tous très imparfaits ».

P E T I T E  
tailles 5 pieds quatre et moins

**La jupe**  
**illusion suède**

Longue, ligne A, c'est une forme clé pour une jupe d'automne coupée selon des proportions parfaites pour la femme de 5 pieds 4 pouces et moins.  
Caramel, chocolat, marine.  
4 à 16...79.95 rég. 98.00\*  
Une exclusivité Simons.  
Petite veste coordonnée  
79.95, col roulé côtelé 29.95

la maison

QUÉBEC PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX-QUÉBEC | MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE O. PROMENADES ST-BRUNO | SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE



## L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

# Washington contrainte de se doter d'urgence... d'un plan d'urgence!

JOËL-DENIS BELLAVANCE  
*envoyé spécial*

**WASHINGTON — L'attaque meurtrière de mardi dernier a sonné un réveil brutal pour les autorités de la Ville de Washington, qui n'avait jusqu'à ce jour aucun plan d'urgence en cas d'attentat terroriste.**

L'absence de plan d'urgence a contraint les forces policières et les autorités locales à improviser toute la journée, mardi dernier, créant une situation de chaos au centre-ville de la capitale américaine dans les heures qui ont suivi l'écrasement d'un avion détourné sur le Pentagone.

Ironiquement, les autorités municipales avaient été invitées, en juillet, à élaborer un plan d'urgence dans la foulée d'une simulation d'une attaque terroriste organisée par le Federal Emergency Management Agency (FEMA).

Mais l'attaque simulée — des soi-disant terroristes qui répandaient un gaz dangereux près d'un comptoir à hot-dogs à la hauteur des rues 17 et D — n'avait pas la même ampleur que l'attentat perpétré contre le Pentagone.

Cet attentat a fait 188 morts, y compris les 64 passagers qui étaient à bord du Boeing 757 de la compagnie aérienne American Airlines.

« De toute évidence, à la lumière de cette attaque sans précédent, nous devons avoir une meilleure préparation », a admis le maire de Washington, le démocrate Anthony A. Williams.

La Ville dispose d'un plan d'urgence afin de composer avec des désastres naturels tels que des tornades ou des tempêtes de neige importantes. Mais il n'existe rien de concret qui permettrait de réagir en cas d'attentat terroriste. Un tel plan d'urgence est en cours de préparation et devrait être terminé au printemps 2002.

Toutefois, les événements tragiques de la semaine forcent les autorités municipales à accélérer le pas d'autant plus que les agents du FBI n'écartent pas la possibilité que

d'autres attentats soient commis dans la capitale américaine ou ailleurs aux États-Unis.

Quelque 260 000 personnes travaillent pour le gouvernement fédéral dans le district de Washington, dont environ 180 000 travaillent au centre-ville.

À la suite de l'attaque simulée, le FEMA suggérait aux autorités municipales de renseigner la population dans un délai d'une heure suivant une attaque en utilisant la radio. Entre autres choses, les informations devraient inclure les rues à utiliser afin d'assurer une évacuation rapide, les coins de la ville à éviter et faire une mise à jour de la situation qui a cours.

Or, il a fallu près de trois heures au maire Williams avant de tenir une conférence de presse pour informer ses concitoyens. Quant aux policiers, ils n'ont même pas été informés que les fonctionnaires fédéraux avaient reçu l'ordre d'évacuer tous les édifices gouvernementaux. Ils l'ont appris par la voie des médias. L'évacuation massive a créé des embouteillages monstres au centre-ville.

Même le Capitole, qui aurait pu être une cible des terroristes, n'avait pas de plan d'urgence pour réagir à une telle situation. Les alarmes de feu des différents bâtiments, qui auraient permis une évacuation rapide des élus et de leurs employés, n'ont pas été déclenchées. De plus, les voies identifiées afin d'assurer une évacuation rapide sont périmées.

« Même si personne n'a été blessé, nous devons apporter de sérieuses améliorations », a dit le lieutenant Dan Nichols, un porte-parole de la police du Capitole.

Par ailleurs, le secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, a déclaré hier que les États-Unis doivent rester « en état d'alerte renforcée » au cours des prochaines semaines, faisant valoir que les terroristes et les États qui les abritent sont déterminés à infliger d'autres dégâts aux États-Unis.

Lors d'une entrevue au réseau ABC sur les risques de nouvelles attaques terroristes, M. Rumsfeld a déclaré : « Un terroriste peut attaquer à n'importe quel moment, n'importe où, utilisant un large éventail de techniques différentes. »



Photo AFP

**Sécurité oblige, le Capitole est maintenant isolé du reste du monde par des murets de béton sous haute surveillance des policiers de la capitale américaine.**

## Le Fonds monétaire et la Banque mondiale fuient les États-Unis

JOËL-DENIS BELLAVANCE  
*envoyé spécial*

WASHINGTON — Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont annulé leur rencontre respective qui devait avoir lieu ces jours-ci à Washington pour des raisons de sécurité.

Les deux organismes internationaux sont les premiers à annuler la tenue de leur réunion aux États-Unis depuis les attentats terroristes de la semaine dernière. Ailleurs dans le monde, la réunion bisannuelle des leaders de la francophonie, qui doit avoir lieu en octobre au Liban, est aussi menacée.

Malgré les risques et le climat de crainte qui règnent aux États-Unis depuis une semaine, les chefs d'État et de gouvernements étrangers commencent à partir d'aujourd'hui à défilé dans la capitale américaine et dans la métropole.

Le président français Jacques Chirac arrive aujourd'hui à Washington, suivi du premier ministre britannique Tony Blair, jeudi.

Quant au président George W. Bush, il a visité hier après-midi le centre islamique de Washington, voulant ainsi démontrer qu'il ne faut s'en prendre à la communauté arabe et musulmane américaine à la suite des at-

tentats meurtriers. M. Bush avait exhorté les Américains, la semaine dernière, à ne pas condamner leurs compatriotes d'origine arabe. Malgré cet appel du président, les incidents à caractère raciste visant des Américains d'origine arabe se multiplient au pays depuis les attentats de New York et de Washington.

« Les Américains qui maltraitent les musulmans devraient avoir honte, car les musulmans font une contribution extraordinaire à ce pays. Ils doivent être traités avec respect », a déclaré M. Bush alors que des membres de la communauté musulmane se tenaient derrière lui.

Quelque sept millions d'Américains d'origine arabe vivent aux États-Unis. Depuis mardi dernier, plusieurs centaines d'incidents visant des musulmans sont survenus aux États-Unis. L'un des plus graves, en Arizona, à Mesa, un employé sikh d'une station-service, Balbir Singh Sodhi, 49 ans, a été tué d'un coup de feu par un individu qui a également tiré sur l'employé d'origine libanaise d'une autre station-service, sans l'atteindre, ainsi que sur une maison habitée par une famille d'origine afghane.

Selon un journal local, le tireur a crié « je défendrai l'Amérique jusqu'au bout », lorsqu'il a été capturé par la police.

## Le Canada compatit

JOËL-DENIS BELLAVANCE  
*envoyé spécial*

WASHINGTON — Le gouvernement canadien a de nouveau offert ses condoléances aux victimes des attentats meurtriers hier en achetant une pleine page publicitaire dans des quotidiens de New York et de Washington.

« Les Canadiens sont éprouvés par la perte d'êtres chers et d'amis », peut-on lire dans cette publicité publiée dans le *Washington Post* et le *New York Times*.

« Vendredi dernier, notre pays a pleuré la mort des victimes des attaques terroristes. Nous partageons votre colère, votre douleur, votre compassion et votre détermination. Le peuple du Canada sera avec vous jusqu'au bout. En tant qu'amis. En tant que voisins. En tant que famille. »

Il a été impossible hier d'obtenir de l'ambassade du Canada à Washington le coût associé à l'expression de ces vœux dans ces quotidiens publiés dans les deux villes frappées par les attentats.

Cette annonce publicitaire été publiée après que le premier ministre Jean Chrétien eut décrété la journée de vendredi dernier jour de deuil national au Canada. L'annonce en noir et blanc montre d'ailleurs une grande photo du drapeau canadien à côté du drapeau américain prise lors du gigantesque rassemblement sur la colline parlementaire organisé en l'honneur des victimes.

Depuis les événements tragiques de la semaine dernière qui ont fait plus de 5100

Canadians share the loss of loved ones and friends.

On Friday our nation mourned with you for the victims of the terrorist attacks. We share your outrage, grief, compassion and resolve.

The people of Canada are with you every step of the way.

As friends. As neighbors. As family.

Canada

morts, plusieurs pays, y compris Israël et le Koweït, ont offert leurs condoléances aux Américains en achetant une pleine page publicitaire dans des quotidiens.

Le Koweït, rappelons-le, a été libéré par une force multinationale dirigée par les États-Unis en 1991 à la suite de l'invasion irakienne.

Plusieurs compagnies importantes des États-Unis ont aussi transmis leurs condoléances par la voie des médias sur un ton à la fois sobre et patriotique.

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

18 septembre 2001

Page A7 manquante



## L'AMÉRIQUE SE MOBILISE



Photo Reuters

« Est-ce que tous les corps seront retrouvés ? Probablement pas. Vu la température (atteinte lors de l'impact des deux avions), il est probable que les corps ont été brûlés. La force de l'impact a désintégré les tours et il y a de bonnes chances que tous les disparus ne puissent jamais être identifiés », affirme James Young, coroner en chef de Toronto, dépeché à New York vendredi.

# On travaille jour et nuit au consulat canadien



SILVIA GALIPEAU  
LA PRESSE À NEW YORK

NEW YORK — Depuis mardi dernier, le consulat canadien à New York a changé ses horaires. De 9 à 5, on travaille maintenant 24 heures sur 24. L'objectif ? Venir en aide aux nombreuses familles canadiennes toujours sans nouvelle d'un proche.

Quelque 200 000 Canadiens vivent à New York. Parmi ceux-ci, plusieurs dizaines se trouvaient au World Trade Center mardi dernier, et entre 40 et 75 n'ont toujours pas donné signe de vie.

Depuis maintenant une semaine, le consulat canadien à New York a reçu près de 800 appels, des centaines de courriels et quelques visites en personne. De son côté, Ottawa a reçu plus de 10 000 coups de fil : des proches inquiets, sans nouvelle, ou tout simplement des citoyens voulant parler, exprimer leur désarroi après les terribles attentats qui ont mis à terre le World Trade Center et estomaqué l'Amérique tout entière.

Le consulat et ses 90 employés reçoivent les appels 24 heures sur 24. Ils travaillent conjointement avec Ottawa et les autorités américaines pour recueillir toute l'information possible concernant les citoyens toujours portés disparus : nom, téléphone, date de naissance, nom de l'employeur, cellulaire, rien n'est laissé de côté. Il leur faut ensuite contacter les employeurs, vérifier si les personnes portées manquantes travaillent toujours là, voir si elles étaient bel et bien sur les lieux mardi, communiquer avec la Ville, les hôpitaux, les gîtes mis sur pied pour les personnes évacuées de leurs domiciles, etc. Bref, un vrai « travail de détective », commente André Leblanc, consul et délégué commercial.

Entre 10 et 15 visites vers les résidences des personnes manquantes sont effectuées par jour. « Il y en a qui ont trouvé les personnes et sont revenus rassurés. D'autres se sont déplacés sans trouver les personnes recherchées », rajoute-t-il.

Depuis hier, une experte en services psychosociaux, Aline Préfontaine, conseillère en mesures d'urgence à la régie régionale des services sociaux des Laurentides, est sur place. Elle doit s'occuper de mettre sur pied une équipe (d'une ou deux personnes, selon les besoins) d'aide psychosociale, pour assister les familles à court, moyen et long terme.

Deux médecins torontois sont aussi sur les lieux depuis vendredi afin d'aider les familles à remplir les formulaires et envoyer les meilleurs échantillons d'ADN possibles aux autorités américaines, pour faciliter l'identification des corps. « Ce qu'il y a de mieux, c'est de fournir un échantillon d'ADN du disparu », explique James Young, coroner en chef de Toronto. Pour ce faire, il conseille aux familles de fournir une brosse à dents, un peigne, un rasoir, etc. À défaut d'un échantillon direct, le mieux est de fournir un échantillon de l'ADN des parents, des enfants ou encore des frères et sœurs en prenant un échantillon de peau de l'intérieur de la joue.

Mais rien ne permet de dire que les corps retrouvés seront identifiables. « Quand les corps sont brûlés, l'identification est beaucoup plus difficile et souvent il n'y a plus d'ADN », rajoute James Young. Est-ce que tous les corps seront retrouvés ? Probablement pas. Vu la température (atteinte lors de l'impact des deux avions), il est probable que les corps ont été brûlés. La force de l'impact a désintégré les tours et il y a de bonnes chances que tous les disparus ne puissent jamais être identifiés. »

Sur une note tout aussi macabre, c'est aussi ce qui explique pourquoi la zone du World Trade Center ne sent toujours pas la mort, précise-t-il. Même s'il y a peut-être des milliers de corps là, ils sont soit déjà brûlés, soit profondément enfouis sous terre.

## Réunir maîtres et animaux

SILVIA GALIPEAU

NEW YORK — Depuis mardi à New York, les familles cherchent leurs disparus, les amis leurs collègues, les maîtres leurs animaux, et, parfois aussi, les animaux leurs maîtres.

« Connaissez-vous un animal dont le maître est porté disparu ? » La petite annonce, agrafée à un poteau, passe presque inaperçue, entourée comme elle est d'une foule toujours grandissante de photos de portés disparus.

La question est pourtant loin d'être insignifiante. Avec le nombre incertain, mais toujours croissant de personnes toujours disparues et l'engouement que l'on sait des New-Yorkais pour les animaux de compagnie, il n'est pas impossible qu'une foule de petites bêtes soit aujourd'hui orpheline.

C'est pourquoi l'organisme PETA (People for the Ethical Treatment of Animals), un organisme de protection des animaux de Virginie, qui a des bureaux partout sur la planète, a décidé de lancer un S.O.S. dans la ville, placardant pas loin de 1000 petites annonces de la sorte, pour sensibiliser les New-Yorkais à la question.

« Nous avons reçu des centaines d'appels de gens inquiets. Ils ont entendu un chien aboyer et craignent que le propriétaire n'ait péri dans l'attentat du World Trade Center », explique Claudia Torry, membre de PETA.

Beaucoup des coups de fil viennent aussi de propriétaires inquiets du sort de leur propre petite bête, abandonnée involontairement lors de l'évacuation du quartier mardi. Une partie importante du secteur entourant le World Trade Center demeure interdite à la circulation et les résidents du coin ne savent toujours pas quand ils pourront retourner sur les lieux. « Une vieille femme qui a été évacuée et relogée dans une résidence de personnes âgées nous a appelés pour nous indiquer que ses deux chats avaient été laissés derrière », raconte Claudia Torry.

L'organisme s'occupe donc d'orienter les maîtres inquiets vers les ressources appropriées à New York, notamment vers l'ASPCA (American Society for the Prevention of Cruelty to Animals), le pendant américain de la SPCA canadienne, ou encore la CACC (Center for Animal Care and Control), deux organismes travaillant d'arrache-pied à réunir maîtres et animaux, animaux et maîtres.

L'ASPCA, qui possède depuis jeudi deux équipes autour des lieux du World Trade Center, toujours fermé à la population, escorte les civils vers les résidences où se trouveraient encore des petits animaux pour les libérer. Quelque 150 bêtes ont ainsi été évacuées, souvent déshydratées, les yeux irrités par toute la poussière, effrayées ou tout simplement affamées. Des chats surtout, mais aussi des petits chiens, des reptiles, des iguanes et quelques serpents ont été retrouvés.

Des équipes de vétérinaires peuvent soigner les animaux sur place, afin de les remettre sur pied au plus vite. L'ASPCA affirme qu'aucun animal mort n'a été retrouvé. « Par contre, il nous est souvent arrivé de pénétrer dans un appartement, et que l'animal ne soit plus là », précise Karen Colangela, porte-parole de l'ASPCA.

L'ASPCA affirme aussi ne pas avoir encore entendu parler d'animal orphelin. Pas encore de chien ou chat dont les maîtres seraient manquants. Jusqu'ici, seuls des maîtres à la recherche de leurs bêtes se sont présentés à l'organisme. Ce qui ne veut toutefois pas dire qu'il n'y en a pas. « Honnêtement, les New-Yorkais ont été tellement formidables qu'il est fort possible que les voisins ou la famille soient venus s'occuper des animaux laissés seuls. »

Le cas échéant, l'ASPCA est équipée pour identifier les animaux abandonnés, avant de les envoyer vers des refuges. Une foule de New-Yorkais s'est aussi portée bénévole pour héberger temporairement les petites bêtes.

## Rien de prévu pour engager le Canada dans un effort de guerre

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le nerf de la guerre ? Rien dans le budget du ministre des Finances n'a été prévu pour engager le pays dans un effort de guerre. Le Canada n'a plus les hommes et les équipements nécessaires pour se lancer dans une campagne militaire prolongée et éloignée aux côtés des Américains et des autres membres de l'OTAN, a soutenu hier l'opposition officielle.

« Il y a neuf ans, a affirmé aux Communes le député allianciste Leon Benoit (Lakeland), le Canada avait 90 000 hommes sous ses couleurs. Il n'en reste maintenant que 55 000 et ce nombre diminuera encore. Notre seule force de sécurité nationale est environ la moitié de ce qu'elle était il y a 10 ans alors que nous nous retrouvons en pleine guerre contre le terrorisme qui impliquera des frappes militaires au sein de l'OTAN. »

L'Alliance a ainsi talonné le ministre de la Défense, Art Eggleton, le sommant de dire où il prendra les soldats qui permettront au Canada d'une part de faire face à ses engagements vis-à-vis de l'OTAN et, d'autre part, de participer à cette nouvelle guerre contre le

terrorisme. Pour rencontrer l'objectif du déficit zéro, le gouvernement Chrétien a sensiblement réduit les budgets de la défense.

« Les Canadiens ont le droit de savoir que leur sécurité est eue et que leur sécurité à l'étranger peuvent être assurées par ce gouvernement », a ajouté Leon Benoit.

Visiblement pris au dépourvu, le ministre Eggleton a répondu que la « campagne contre le terrorisme sera gagnée par d'autres moyens que ceux de la guerre conventionnelle. Ceux qui sont à l'origine de ce terrorisme doivent être trouvés. Mais ce n'est pas la même sorte de guerre que celle que nous avons connue dans le passé. Il faudra un effort spécial, des ressources spéciales, des gens spéciaux peut-être. Depuis trois ans, nous avons ajouté des ressources aux Forces armées. (...) Nous nous assurerons que les ressources nécessaires soient disponibles. »

Le ministre de la Défense a avoué aux Communes que ces questions du personnel militaire et des ressources étaient en train d'être étudiées et révisées par le gouvernement. Bref, Ottawa ne connaît pas encore la nature de son engagement ni ce qu'il en coûtera aux Canadiens.

## Avis aux clients de LOOK<sup>MC</sup> TV



Obtenez le service **Bell<sup>MC</sup> ExpressVu<sup>MC</sup> pour 99 \$!**

**EN PRIME!** Obtenez un crédit de programmation additionnel de 100 \$ à la présentation de votre facture LOOK TV.

Pourquoi les clients de Look<sup>MC</sup> TV passent-ils à Bell ExpressVu plutôt que chez un fournisseur de câblodistribution analogique?

	Bell ExpressVu	Câblodistribution analogique
Choix de 15 forfaits thématiques et l'on ne paie que pour les types de canaux qu'on regarde	✓	
Signal entièrement numérique	✓	
Plus vaste gamme de canaux au Canada avec plus de 275 canaux et Vu!, un service de télé à la carte exclusif comptant plus de 50 canaux dont 18 en français	✓	
Il n'en coûte que 9,95 \$ par mois pour notre forfait de base	✓	
Fonction horaire variable – chaque soir, vos émissions préférées sont diffusées à plusieurs heures différentes!	✓	
Bell ExpressVu est le service numérique officiel de LNH <sup>®</sup> Centre Ice <sup>®</sup> , qui présente plus de 1 000 matchs de la LNH cette saison	✓	

**EN PRIME 100 \$!**

Présentez votre facture Look TV chez un détaillant participant et obtenez un crédit de programmation additionnel de 100 \$ après six mois de service continu.



199 \$ Antenne, récepteur et télécommande  
- 100 \$ Crédit de programmation avec Combo Maxi Plus, Méga Combo ou Ultra  
**99 \$ Prix net**



**99 \$** Installation par un professionnel ou trousse d'installation



**9,95 \$** /mois et plus, selon la programmation que vous choisissez

Rendez-vous chez **Espace Bell**, **RadioShack**, **FUTURESHOP** et d'autres détaillants participants.





## L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

# L'enquête s'étend aux transactions financières en Suisse

Associated Press  
et Agence France-Presse

BERNE — L'enquête ouverte en Suisse à la suite de la série meurtrière d'attentats aux États-Unis porte également sur des transactions financières effectuées dans le pays.

« Les investigations se poursuivent dans toutes les directions », a expliqué hier Hansjoerg Wiedmer,

porte-parole du ministère public de la Confédération helvétique. Il s'est refusé à donner d'autres informations concernant les éventuelles transactions financières effectuées par le clan du terroriste saoudien Oussama ben Laden.

Selon le quotidien suisse *Blick*, les services secrets soupçonnent la société financière Al Taqwa Management Organization, sise à Lugano, dans le canton suisse du Tes-

sin, d'avoir accepté l'argent de ben Laden. Le journal cite Urs von Dae-niken, chef des services d'analyse et de prévention de l'Office fédéral de la police (OFP) : « Nous nous occupons intensivement depuis des années de cette banque parce qu'il y a toujours de nouveaux soupçons contre elle. »

Les responsables de la société incriminée, rebaptisée Nada Management Organization SA, selon la

dernière édition du registre du commerce, n'ont pas souhaité faire de commentaires.

Selon le registre du commerce, cette société offre des services administratifs, de comptabilité et de conseils. Le président du conseil d'administration est un professeur émérite de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), Mohamed Mansour. Parmi les membres du conseil d'administration figure

un journaliste suisse allemand converti à l'islam, Ahmed Huber. Ce dernier a affirmé au *Blick* qu'il avait fait la connaissance de collaborateurs de ben Laden à Beyrouth.

Vendredi dernier, le conseiller fédéral Samuel Schmid, chef du département de la Défense (DDPS), avait déclaré qu'il n'existait aucun indice concernant un éventuel lien financier entre la Suisse et les auteurs.

## Un trafiquant en attente d'extradition au Canada lié aux extrémistes islamistes

ANDRÉ CÉDILLOT

L'UN DES PLUS importants fournisseurs de haschisch au monde, Abdul Majid Sulaymankhil, lié au réseau du narcotraffiquant québécois Ernest Pitt, serait impliqué dans le trafic d'armes et le financement de groupes extrémistes islamiques.

Incarcééré depuis le 15 mai à Dubaï, dans les Émirats arabes unis, Sulaymankhil attend son extradition demandée par les autorités canadiennes qui veulent l'inculper pour avoir expédié des tonnes de résine de cannabis à Montréal au cours des deux dernières années.

Outre Pitt, actuellement détenu en France, quatre autres importants associés de Sulaymankhil, dont Mohammad Hanif Haji Jusab, 46 ans, et Mohamad Farooq, 45 ans, sont susceptibles d'être extradés au Canada. Ces derniers sont écroués dans une prison de New Delhi, en Inde.

Originaire d'un petit village de montagne du Tadjikistan, ancienne république soviétique à la frontière nord-ouest de l'Afghanistan, Sulaymankhil serait branché directement sur les producteurs de haschisch afghan. Il aurait aussi des intérêts dans des laboratoires de transformation du pavot à opium en héroïne.

Détenteur d'un passeport canadien, Sulaymankhil est considéré comme un indésirable en Inde, où on lui reproche sa forte implication dans le trafic d'héroïne et la contrebande d'armes destinées à des groupes islamistes qui tentent de déstabiliser les républiques d'Asie centrale.

C'est ce qui explique, selon des documents de la GRC, que Sulaymankhil et ses acolytes aient organisé une rencontre avec Pitt à Bangkok, en Thaïlande, plutôt qu'en Inde. La rencontre, qui a été filmée par la police thaïlandaise, a eu lieu peu avant les rafles qui ont permis d'arrêter une trentaine de personnes sur quatre continents.

Toutes ces informations alimentent les supputations des experts sur les liens que Sulaymankhil pourrait entretenir avec des extrémistes cachés dans les montagnes

de l'Afghanistan, là où se trouverait justement Oussama ben Laden, soupçonné d'être l'instigateur des attentats de la semaine dernière aux États-Unis.

Depuis quelques années, plusieurs gouvernements de l'Asie centrale, dont le Tadjikistan, soutiennent que le trafic de drogue en provenance de l'Afghanistan constitue une menace à leur sécurité nationale. Contrôlé à 95 % par le régime des talibans, l'Afghanistan est, avec la Birmanie, le principal producteur mondial d'héroïne, affirme l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS).

Selon les experts, le trafic de drogue permet le financement du trafic d'armes, mais aussi celui de groupes extrémistes et terroristes basés en Afghanistan et au Tadjikistan. Dans ce dernier pays, on parle de Hizbi Tahrir, déclaré hors la loi par les autorités locales.

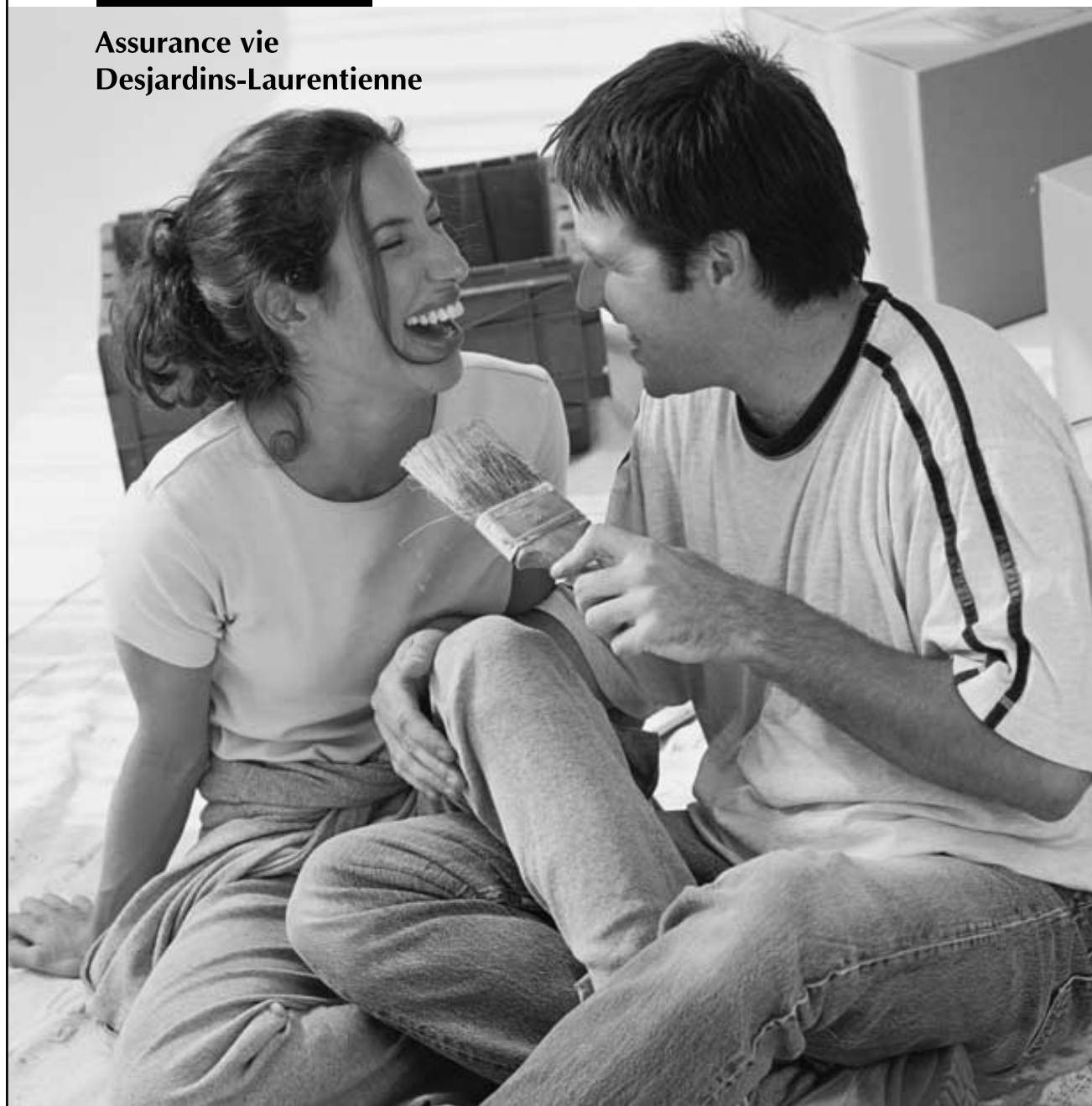
Surnommé Mountain Man, Sulaymankhil, 47 ans, est un musulman pratiquant qui a déjà effectué son pèlerinage à La Mecque, ce qui lui vaut le titre honorifique de Hajji. En général, seuls les musulmans aisés peuvent se payer un tel voyage aussi jeune. À leur retour, ceux-ci assument des responsabilités sociales et financières auprès des autres membres de la communauté islamique.

L'enquête de la GRC a démontré que les paiements d'Ernest Pitt et de son clan pour l'achat du haschisch passaient par un bureau de change de Toronto dirigé par des ressortissants pakistanais. L'argent était ensuite acheminé vers l'Inde et les Émirats arabes unis. L'un des dirigeants de l'entreprise, Muhammad Anwar Hussein, 46 ans, a déjà reconnu avoir blanchi plus d'un million provenant de l'organisation d'Ernest Pitt. Il a éclopé trois ans de pénitencier.

Au moment d'être arrêtés, en mai dernier, Pitt et son gang devaient encore 6,2 millions aux fournisseurs étrangers ayant à leur tête Sulaymankhil. Au cours de son enquête, la GRC a aussi saisi en catimini un sac contenant 240 000 \$ à destination de la Ville reine.

 Desjardins

Assurance vie  
Desjardins-Laurentienne



## L'Assurance Vivre

Peu importe vos projets ou les grands événements de votre vie. Il existe un endroit où vous trouverez toujours quelqu'un pour vous aider à assurer votre sécurité financière et celle de vos proches. Cet endroit, c'est une caisse Desjardins.

Venez y rencontrer un spécialiste et découvrez toute la quiétude que vous offre l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne... votre assurance vivre.

**VOUS AIMEZ LE CONFORT.  
POURQUOI VOUS EN PRIVER AU VOLANT ?**

**VOLVO**  
pour la vie



LES CHRONIQUEURS ONT DIT QU'IL S'AGISSAIT DES SIÈGES LES PLUS CONFORTABLES\*. MAINTENANT, AVEC LES SIÈGES EN CUIR GRATUIT (UN VALEUR DE 2 000 \$), LA PRIME DÉPART POUR 4 QUI VOUS PERMET DE JOUER DANS UN DES CLUBS DE GOLF LES PLUS RÉPUTÉS DU CANADA AVEC TROIS DE VOS AMIS ET UN TAUX DE BAIL ATTRAYANT DE 1,4 %\*, LA VOLVO S80 EST PLUS CONFORTABLE QUE JAMAIS. VENEZ EN FAIRE L'ESSAI DÈS AUJOURD'HUI.

**1,4 %\***  
taux de bail avec Dépôt  
de Sécurité Multiples

\*Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada. Location d'une Volvo S80 2.9 A 2001 pour 823,79 \$ par mois pendant 36 mois avec dépôt de garantie remboursable de 10 450 \$. Le dépôt de garantie est payable à la livraison et est entièrement remboursable à la fin du bail si toutes les conditions sont remplies. Aucun comptant exigé. Sur approbation de crédit seulement. Offre se limitant aux véhicules loués pour usage personnel. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Kilométrage limité à 60 000 km et frais de 0,16 \$ par kilomètre excédentaire. Le coût total de location (exclusion faite du dépôt de garantie) est de 29 656,44 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail de 26 421,60 \$. Première mensualité payable à la livraison. Frais de transport et de livraison de 1 050 \$, taxes, immatriculation et assurance en sus. Taux de financement de location de 1,4 %. Le prix de détail minimum suggéré par le fabricant pour la Volvo S80 2001 est de 54 395 \$. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. \*\*Superbly comfortable seats\* Automobile Magazine, Buying and Leasing 1999. Tous les détails, y compris sur les autres formules de location offertes, chez votre concessionnaire Volvo. ©2001 Automobiles Volvo du Canada Ltée. \*Volvo, pour la vie\* est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Bouclez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez notre site Web à l'adresse www.volvocanada.com.



## L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

# Le mollah Omar, chef suprême des talibans

Agence France-Presse

KABOUL — Le mollah Mohammed Omar, chef suprême des talibans, dont la protection a empêché l'extradition d'Oussama ben Laden d'Afghanistan, ne manque pas de mots pour menacer l'Occident de sa rhétorique apocalyptique.

Ce refus de remettre son « hôte » à ses ennemis lui a valu le soutien et l'admiration des islamistes les plus radicaux, mais a entraîné l'isolement international de son pays ravagé par la guerre et la sécheresse.

« Vous connaîtrez des tremblements de terre et des tornades de Dieu, le tout puissant Allah, et ensuite vous serez surpris par ce qui vous arrive », avait-il averti fin 1999, au moment où le Conseil de sécurité des Nations unies imposait des sanctions à l'Afghanistan pour son refus d'extrader ben Laden.

Le même vocabulaire pourrait être de mise aujourd'hui, lorsqu'une réunion de quelque 1000 « sages et érudits de l'Islam » venus de toutes les provinces d'Afghanistan, envisageront de promulguer une fatwa déclarant le

« Jihad » (guerre sainte) aux États-Unis.

Ces experts du Coran ont été convoqués à Kaboul par le mollah Omar, « commandeur des croyants de l'Émirat islamique d'Afghanistan », même s'il n'est pas sûr qu'il se rende lui-même dans la capitale.

Il ne s'y serait rendu que deux fois depuis sa résidence de Kandahar (Sud) où il séjourne, en reclus, dans une maison construite pour lui, par l'un de ses meilleurs disciples, Oussama ben Laden, dont le domicile est proche.

Selon Yossef Bodansky, auteur d'un livre sur ben Laden, les liens entre les deux hommes sont devenus familiaux par le mariage en 1998 du mollah Omar à la fille aînée de ben Laden.

Depuis, ben Laden aurait pris comme quatrième épouse la fille de son gendre.

Commandant d'unité chez les moudjahidines, le mollah Omar a perdu un oeil dans les combats contre les troupes soviétiques d'occupation. Sa véritable ascension date de 1994, lors de la désintégration de la coalition des factions de l'alliance antisoviétique.

Aux pires moments de l'anarchie en Afghanistan, ses efforts pour restaurer l'ordre et la justice selon les principes du code islamique, la Charia, lui ont valu, ainsi qu'à ses disciples (les talibans, ou étudiants des écoles coraniques) le soutien de nombreux Afghans.

Omar se construit rapidement une double réputation, d'autorité religieuse incontestable et de chef militaire redoutable.

Ses combattants talibans, soutenus par le Pakistan voisin et indirectement par les États-Unis, s'emparent de Kaboul en 1996 et contrôlent actuellement plus de 90 % du territoire national.

En août 1999, le mollah Omar avait survécu à ce qui paraît avoir été une tentative d'assassinat. L'explosion d'un camion à Kandahar avait tué plusieurs de ses gardes du corps.

Son autorité sur le territoire contrôlé par les talibans semble ne souffrir d'aucune contestation et le siège du pouvoir réel s'est maintenant déplacé de Kaboul à Kandahar.

Malgré cette puissance, on ne

sait pas grand-chose de cet homme trapu, qui n'aurait pas encore 40 ans. Il a laissé la responsabilité de tous les contacts extérieurs à son ministre des Affaires étrangères, Wakil Ahmad Mutawakil, à une ou deux exceptions près, pour recevoir une délégation chinoise ou un envoyé spécial des Nations unies.

Selon ses proches, il vit modestement, se qualifiant de serviteur de l'Islam. Il préside aux réunions depuis sa couche, et donne parfois des instructions sur de petits bouts de papier.

Éduqué dans les écoles religieuses, il est parti sans finir ses études se joindre au Jihad contre les troupes soviétiques en 1979.

Dix ans plus tard, après avoir contribué à leur défaite, il lance un mouvement musulman radical depuis son école de Singesar, dans sa région natale du sud de l'Afghanistan.

Son but était de renforcer la Charia et de défendre l'Afghanistan. Les réfugiés afghans éduqués dans les écoles du Pakistan se joignent au mouvement qui prend rapidement de l'ampleur.

Si nombre d'islamistes soutien-

nent ses théories, au Pakistan ou ailleurs, il s'est aussi attiré la réprobation de la communauté mondiale. Le régime des talibans n'est même pas reconnu par l'Organisation de la Conférence Islamique.

Selon sa stricte interprétation de l'Islam, les femmes sont virtuellement prisonnières de leur domicile, obligées de porter un vêtement, la burqah, qui les voile de la tête aux pieds lorsqu'elles sortent. Les hommes sont obligés de se laisser pousser la barbe et ont interdiction de la tailler.

Les photographies d'êtres vivants sont interdites, on ampute les voleurs, les meurtriers sont exécutés en public par les familles des victimes, les homosexuels sont écrasés de briques et les femmes adultères sont lapidées.

Ses combattants n'ont pas le droit de fumer.

L'an dernier, le mollah Omar avait blâmé le peuple afghan, l'accusant d'être responsable de la pire sécheresse de mémoire d'homme disant: « Il y a des personnes en Afghanistan qui ne sont pas reconnaissantes envers l'Émirat islamique et le système islamique. »

À Rivière-des-Jérémie, chacun a ses secrets...



Et chaque secret cache une histoire...

## RIVIÈRE-DES-JÉRÉMIE ce soir 20 h

Virginie ..... 19 h  
La Facture ..... 19 h 30  
Rivière-des-Jérémie ..... 20 h  
Enjeux ..... 21 h



ICI Radio-Canada



## L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

# Les talibans, grain de sable dans l'engrenage régional

LAURA-JULIE PERREAULT

LE MOYEN-ORIENT et l'Asie centrale sont en ébullition depuis que les États-Unis ont annoncé qu'ils interviendront dans cette grande région afin de punir « les responsables des attentats et ceux qui les abritent ». Quelle action pourrait véritablement rétablir un peu d'ordre dans ce terrain miné par la montée du fondamentalisme ? Les experts pointent tous dans la même direction : le renversement du régime des talibans.

Depuis qu'ils ont pris Kaboul en septembre 1996, les talibans se sont faits beaucoup d'ennemis. En 1999, l'ONU a adopté une résolution leur demandant de livrer Oussama ben Laden — demande qui a été ignorée. Dans l'Ouest, leur politique oppressive envers les femmes a vite été décriée. La destruction des bouddhas géants de Bamiyan a fini de soulever l'ire de la communauté internationale.

Récemment, au dire des experts, même les alliés naturels de ces « étudiants de l'islam » — venus pour la plupart du Pakistan mais soutenus par l'ethnie pachtoune à l'intérieur de l'Afghanistan — commencent à en avoir assez des excès du mollah Omar, chef des talibans et de ses disciples.

« Le Pakistan parle avec plusieurs voix dans le dossier des talibans. D'un côté, il semble que les services secrets ont financé les talibans, sans obtenir l'assentiment du premier ministre. Et aujourd'hui, le Pakistan réalise que les talibans échappent à leur contrôle », explique Narendra Subramanian, spécialiste de l'Asie du Sud-Est et professeur en sciences politiques à McGill. Conséquemment,



Cet Afghan prend la fuite avec une charrette chargée de ses biens, craignant une attaque imminente des Américains dans la région.

Photo AP ©

la participation du Pakistan à l'effort américain dans la région, ne le surprend pas outre mesure.

#### Abri des fondamentalistes

« Il n'y a pas beaucoup de pays dans la région qui sont islamistes. Il y a l'Iran, le Soudan et l'Afghanistan. Si le régime des talibans est renversé, les groupes d'intégristes

violents perdront un de leurs abris majeurs. Ça pourrait affaiblir de manière notable la mouvance islamiste, dont ben Laden fait partie », souligne l'expert universitaire, en clarifiant qu'il ne souhaite pas sauter aux conclusions quant à l'implication du Saoudien dans les actes meurtriers survenus aux États-Unis le 11 septembre.

Selon Paul Noble, professeur de sciences

politiques à McGill à la retraite depuis peu, le gouvernement iranien, qui dénonce depuis quelque temps « l'extrémisme » des talibans, serait aussi soulagé de voir le pouvoir politique et militaire de l'Afghanistan attribué à un régime plus conciliant envers la minorité chiite de ce pays.

La tombée des talibans pourrait aussi plaire aux États de l'ex-URSS, tel l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, qui gèrent du mieux qu'ils peuvent les factions intégristes et les milices islamistes qui sévissent dans toute l'Asie centrale et qui sont pour la plupart abritées par les talibans.

De son côté, la Russie ne peut demander mieux qu'une éclipse de mollah Omar, croit Jacques Lévesque, doyen de la faculté de sciences politiques et de droit de l'UQAM. Les dirigeants de la Fédération de Russie soutiennent depuis le début de la décennie la coalition du Nord, épine dans la botte des talibans.

Ahmed Chah Massoud, le célèbre commandant de ce groupe d'opposition, a néanmoins été victime d'un attentat mortel deux jours avant le triple attentat des États-Unis. Ce dernier était prêt à laisser entrer les Américains sur le territoire de l'Afghanistan.

Advenant un renversement du pouvoir à Kaboul, les rebelles tchéchènes perdraient une de leur plus importante source de financement, complète M. Lévesque, qui étudie l'espace postsoviétique depuis de nombreuses années.

Voir carte du Moyen-Orient et l'Asie centrale en page A12.

## Les arrestations se multiplient

Agence France-Presse

WASHINGTON — Les policiers fédéraux continuent près d'une semaine après les attentats qui ont traumatisé l'Amérique de traquer sans merci les complices éventuels des terroristes et multiplient les arrestations.

Mais, à ce stade de l'enquête, aucune piste n'apparaît encore déterminante et les craintes d'une récurrence existent toujours.

L'attorney général (ministre de la Justice) John Ashcroft et le chef du FBI Robert Mueller ont tous deux lancé hier des appels à la population pour leur fournir de nouveaux indices.

Faisant le point des arrestations, M. Mueller a indiqué que 49 personnes étaient actuellement détenues dans le cadre de l'enquête aux États-Unis par les services de l'immigration.

Ce groupe comprend deux hommes, Ayoub Ali Khan et Mohammed Jaweed Azmath, arrêtés jeudi à Forth Worth, au Texas, en possession de 5000 \$ en liquide et de cutters identiques à ceux des pirates, selon la police locale.

M. Mueller a précisé que ces personnes, dont il n'a pas révélé l'identité ni leur degré d'implication dans les attentats, étaient en cours d'interrogatoire par le FBI.

« Il y a des individus qui coopèrent et d'autres qui ne coopèrent pas » avec les enquêteurs, s'est contenté de dire le chef de la police fédérale.

Lors de cette même conférence de presse, l'attorney général a pour sa part indiqué que des complices des auteurs des attentats pourraient toujours se trouver sur le territoire américain.

**loto-québec résultats**

**panéo** **Quotidienne**

Tirage du 2001-09-17

03 08 09 13 15 523 5035

17 19 23 25 29

30 41 42 45 48

49 52 62 63 67

Tirage du 2001-09-17

NUMÉRO: 866815

**Le jeu doit rester un jeu**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L.O. cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

**Multisports, Multilargeurs.**

**new balance** **MX1003**

2A B D 2E 4E

DES LARGEURS POUR SATISFAIRE TOUTS VOS BESOINS POUR COURIR, MARCHER ET S'ENTRAÎNER OU JUSTE ÊTRE À L'aise.

Spécialiste de chaussures athlétiques depuis 1985

boutique

6579, rue Saint-Denis, Montréal (514) 272-9267

**endurance**

endurance.montrealplus.ca

Métro Beaubien / Stationnement disponible



# L'AMÉRIQUE SE MOBILISE

## L'ASIE CENTRALE ET LE MOYEN-ORIENT, DANS TOUS LEURS ÉTATS

### L'AFGHANISTAN

**CAPITALE:** Kaboul  
**SUPERFICIE:** 647 497 km<sup>2</sup>  
**POPULATION:** 21 354 000  
**NATURE DE L'ÉTAT:** émirat islamique.  
**NATURE DU RÉGIME:** autoritaire.

Le premier État visé par les Américains est devenu depuis quelque temps l'enfant maudit de l'Asie centrale. Ce pays, qui se vide depuis plus d'une décennie de sa population civile, est contrôlé en grande partie par le régime des talibans, des extrémistes islamistes dont le nom signifie « étudiants de l'islam ». Ces derniers admettent qu'ils abritent Oussama ben Laden en plus d'une constellation de groupes intégristes. Deux jours avant les attentats terroristes perpétrés aux États-Unis, le principal opposant des talibans en Afghanistan, Ahmed Chah Massoud, a lui aussi été victime d'un attentat suicide.

### RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

**CAPITALE:** Téhéran  
**SUPERFICIE:** 1 648 000 km<sup>2</sup>.  
**POPULATION:** 65 758 000.  
**NATURE DE L'ÉTAT:** république islamique.  
**NATURE DU RÉGIME:** fondé sur les principes de l'éthique de l'islam, combinés à quelques éléments de démocratie parlementaire.

Le régime chiite des ayatollahs se trouve dans une position des plus délicates. Ennemis jurés du régime des talibans, qui a assassiné sept de ses diplomates l'an dernier et d'Oussama ben Laden, représentant du fanatisme sunnite, l'Iran a aussi longtemps été la bête noire des Américains. Mais depuis l'arrivée au pouvoir du président réformiste, Mohammad Khatami, en 1997, l'Iran tente de renouer des liens avec l'Occident. Le conflit naissant pourrait permettre à l'Iran d'accélérer la reprise de ses relations diplomatiques et économiques en accordant une aide discrète aux États-Unis. Plus de deux millions de réfugiés afghans vivent déjà en Iran, mais les autorités ont décidé de fermer la frontière aux autres réfugiés potentiels.

### TURKMÉNISTAN

**CAPITALE:** Achkhabad  
**SUPERFICIE:** 488 100 km<sup>2</sup>  
**POPULATION:** 4 309 000  
**NATURE DE L'ÉTAT:** république unitaire.  
**NATURE DU RÉGIME:** présidentiel.

Cette ex-république soviétique, dirigée par un dictateur mégalomane, Saparmourad Nyazov, entretient certains rapports avec le régime des talibans. Conséquemment, cet État unitaire tentera tant bien que mal de se tenir en retrait du conflit.

L'annonce d'une intervention américaine musclée en Asie centrale ne laisse aucun des États limitrophes de l'Afghanistan indifférent. Partagés entre la menace de la montée de l'islamisme, le ressentiment anti-américain ambiant, le nationalisme local et les alliances d'hier et de demain, les gouvernements des pays de l'Asie centrale et du Moyen-Orient sont à l'heure des choix politiques difficiles.



### RÉPUBLIQUE IRAKIENNE

**CAPITALE:** Bagdad  
**SUPERFICIE:** 434 924 km<sup>2</sup>  
**POPULATION:** 21 800 000  
**NATURE DE L'ÉTAT:** État arabe.  
**NATURE DU RÉGIME:** autoritaire.

La plus récente cible des Américains dans la région s'oppose diamétralement à l'intervention des États-Unis. Mais l'Irak n'est pas tenu responsable des attentats de mardi dernier par le gouvernement américain, qui garde l'administration de Saddam Hussein sous haute surveillance.

### RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN

**CAPITALE:** Douchanbé  
**SUPERFICIE:** 143 100 km<sup>2</sup>  
**POPULATION:** 6 015 000  
**NATURE DE L'ÉTAT:** république.  
**NATURE DU RÉGIME:** présidentiel autoritaire.

Ce pays limitrophe de l'Afghanistan, qui sort tout juste d'une guerre civile ayant opposé ex-communistes et rebelles islamistes, a identifié cette semaine les assassins de Massoud, principal opposant au régime des talibans en Afghanistan. Les experts croient que le Tadjikistan sera prudent dans ses relations avec les États-Unis, étant soucieux de conserver le fragile équilibre des pouvoirs à l'intérieur du pays. Des troupes russes gardent la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan.

### RÉPUBLIQUE D'OUBÉKISTAN

**CAPITALE:** Tachkent  
**SUPERFICIE:** 447 400 km<sup>2</sup>  
**POPULATION:** 23 574 000  
**NATURE DE L'ÉTAT:** république.  
**NATURE DU RÉGIME:** présidentiel fort.

Cet État, qui tente de devenir le leader de l'Asie centrale depuis son accession à l'indépendance il y a dix ans, a déjà offert aux Américains de s'installer chez lui, en échange d'une aide financière importante. Cette offre est loin de plaire aux Russes, qui voient dans l'Ouzbékistan, ex-république soviétique, une partie prenante de leur zone d'influence.

### RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

**CAPITALE:** Islamabad  
**SUPERFICIE:** 803 943 km<sup>2</sup>  
**POPULATION:** 148 166 000  
**NATURE DE L'ÉTAT:** république fédérale islamique.  
**NATURE DU RÉGIME:** militaire.

Le Pakistan est assis entre deux chaises. D'un côté, il est de notoriété publique que les services secrets de ce pays musulman ont entraîné et soutenu les disciples d'Oussama ben Laden et les troupes du régime taliban. Le Pakistan est un des seuls pays à reconnaître le régime taliban. D'un autre côté, le Pakistan a toujours entretenu des liens solides avec les États-Unis et a été un des premiers pays à promettre son soutien. Le coût politique de cette décision pourrait être élevée dans le pays, où le sentiment anti-américain est répandu.

### FÉDÉRATION DE RUSSIE

**CAPITALE:** Moscou.  
**SUPERFICIE:** 17 075 400 km<sup>2</sup>  
**POPULATION:** 147 434 000  
**NATURE DE L'ÉTAT:** république fédérale.  
**NATURE DU RÉGIME:** présidentiel fort.

La Russie a beaucoup à gagner et beaucoup à perdre dans le conflit régional qui se profile à l'horizon. Ne faisant pas partie de l'OTAN, elle craint de laisser les Américains utiliser son territoire pour lancer ses attaques, par peur de représailles de la part de ses rebelles tchétchènes, qui ont offert il y a plus d'un an d'abriter ben Laden. Ce dernier élément pourrait permettre aux Russes de gagner l'appui des Américains dans leur campagne contre la menace terroriste, qui, selon Vladimir Poutine, s'étend des Philippines au Kosovo. Un citoyen sur sept de la Fédération russe est musulman.

### ÉTAT D'ISRAËL

**CAPITALE:** Jérusalem  
**SUPERFICIE:** 20 325 km<sup>2</sup>  
**POPULATION:** 5 984 000  
**NATURE DE L'ÉTAT:** Le pays est divisé en six districts administratifs.

Israël sera un des plus grands supporters des efforts américains dans la région. D'aucuns craignent le durcissement des politiques d'Ariel Sharon sur les territoires occupés de la Palestine, mais il semble que les États-Unis, dans le but de gagner le soutien des États arabes des alentours, exercent des pressions pour que les pourparlers entre les leaders israélien et palestinien reprennent. Du côté palestinien, le chef de l'OLP, Yasser Arafat, a condamné les actes de terrorisme et a appelé son peuple au calme.



EXPRESS INTERNATIONAL

## ONU | Session reportée

LA SESSION MINISTÉRIELLE de l'Assemblée générale de l'ONU, qui doit réunir à New York des dizaines de dirigeants du monde entier à partir du 24 septembre, sera très probablement reportée en raison des attentats du 11 septembre, a affirmé hier un porte-parole de l'ONU, Jan Fischer. L'Assemblée générale, qui réunit les 189 États membres, doit prendre formellement sa décision demain. Hier, les groupes régionaux des pays membres étaient réunis pour discuter du report. Selon des diplomates, le département d'État et les autorités de la ville de New York ont fait savoir au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qu'ils souhaitaient un report d'au moins quelques semaines pour des raisons de sécurité. Un report de cette session annuelle, prévue du 24 septembre au 5 octobre, serait apparemment sans précédent dans l'histoire de l'ONU. — *d'après AFP*

## Australie | Réfugiés à Nauru

LA COUR FÉDÉRALE australienne a déclaré recevable hier l'appel interjeté par Canberra et elle a annulé un jugement rendu la semaine dernière ordonnant le retour en Australie de quelque 430 demandeurs d'asile secourus par un cargo norvégien. Les clandestins, en majorité afghans, avaient été secourus d'un naufrage le mois dernier par un cargo norvégien, le *Tampa*, qui est ensuite resté bloqué huit jours au large de l'île australienne de Christmas, après le refus du gouvernement de le laisser accoster en sol australien. Transférés à bord d'un transport de troupes de la marine australienne, le *Manoora*, les immigrants sont arrivés hier à Nauru, petite île du Pacifique, où leurs demandes d'asile doivent être traitées. — *d'après AFP*

## Algérie | «Mesures spectaculaires»

DEUX ANS, JOUR POUR jour, après l'adoption à plus de 98% par référendum de la «Concorde civile» accordant l'amnistie aux terroristes islamistes, les autorités algériennes promettent que des «mesures spectaculaires» seront prises dans les prochains jours pour tenter d'endiguer une nouvelle vague de violence qui a fait plus de 1800 morts depuis le début de l'année. Elles permettront «une meilleure protection des citoyens contre les terroristes», selon un responsable de l'appareil sécuritaire. Pour les seules dernières 48 heures, la presse privée rapportait hier la mort de six civils, d'un policier, d'un garde communal, tués dans des actions perpétrées par des maquisards islamistes. Depuis deux ans, environ 5000 Algériens, civils ou militaires, ont été victimes du terrorisme islamiste. — *d'après AP*

## Espagne | Argentins recherchés

LE JUGE ESPAGNOL Baltasar Garzon a lancé un mandat d'arrêt international contre 18 Argentins mis en examen à Madrid pour des disparitions survenues lors de la dictature argentine (1976-1983). Ces 18 personnes figurent parmi une liste d'une centaine de civils et de militaires inculpés dans le dossier sur les crimes de la junte militaire argentine. Le magistrat a rappelé qu'il a lancé le 30 décembre 1999 un mandat d'arrêt international contre 48 des 98 militaires mis en examen à Madrid pour des crimes de génocide, terrorisme et tortures commis pendant la dictature argentine. — *d'après AFP*

*d'après AFP*

**MOSCOU – Les rebelles tchétchènes ont lancé hier une spectaculaire offensive en Tchétchénie, prenant d'assaut Goudermès, la deuxième ville de la république, et abattant un hélicoptère au-dessus du quartier général russe, causant au total la mort de 16 militaires, dont deux généraux russes.**

Un appareil militaire de type Mi-8 s'est écrasé à Khankala, le quartier général des forces fédérales dans la banlieue de la capitale Grozny, après avoir été touché par des tirs rebelles, selon des sources de l'état-major russe citées par l'agence Interfax.

Treize militaires russes — trois membres d'équipage et dix officiers parmi lesquels deux généraux, dont le commandant adjoint du premier département de l'état-major russe — ont péri dans l'attaque, selon les mêmes sources.

La présidence indépendantiste d'Aslan Maskhadov a affirmé «contrôler complètement Goudermès et la localité de Nojaitour», dans le sud-est montagneux de la république, une information aussitôt démentie par les autorités russes. Le con-

seiller du Kremlin pour la Tchétchénie, Sergueï Iastrjembksi, a seulement reconnu sur la chaîne RTR une offensive de «quelques dizaines de combattants dans plusieurs quartiers de Goudermès, qui a fait des blessés dans les rangs russes».

Il s'agit dans tous les cas de la plus importante offensive rebelle depuis plus d'un an. Les combattants ont lancé ces dernières semaines plusieurs opérations dans les zones montagneuses du sud, mais c'est la première fois qu'ils s'attaquent à une ville aussi importante.

Des sources des services de sécurité russes (FSB, ex-KGB) ont de leur côté affirmé que trois policiers russes avaient péri dans l'attaque lancée hier à l'aube par une centaine d'indépendantistes à Goudermès. Le FSB avait indiqué d'abord affirmé à l'agence Ria Novosti que le nombre de rebelles pouvait atteindre 400, parmi lesquels de nombreux habitants de la ville.

D'après la police locale, les combats ont duré plus de six heures à Goudermès, l'une des premières villes à être tombées sans combat aux mains des forces russes en novembre 1999, un mois après leur entrée en Tchétchénie. La ville a été peu après bouclée par les forces russes, selon la même source.

Le chef de l'administration tchétchène pro-russe, Akhmad Kadyrov, a tenté de minimiser l'ampleur de l'offensive, affir-

mant qu'une quinzaine de combattants seulement avaient fait incursion à Goudermès où la situation était, selon lui, revenue à la normale vers la mi-journée.

Le porte-parole de la fraction radicale des indépendantistes, Movladi Oudougov, a pour sa part affirmé que des soldats russes, retranchés dans un bâtiment militaire de Goudermès, continuaient à résister aux rebelles qui ont perdu au total onze hommes dans les combats d'hier. Il a également affirmé que des combats étaient en cours à Argoun (10 km à l'est de Grozny), une information démentie par l'administration de Kadyrov. Selon Oudougov, une dizaine de soldats russes ont été tués dans un attentat suicide perpétré contre l'administration militaire de cette localité.

La police locale a pour sa part indiqué que c'était la maison de l'administrateur pro-russe d'Argoun qui avait été touchée à l'aube par une explosion criminelle n'ayant fait, selon elle, aucune victime, à l'exception du kamikaze.

Les troupes russes ont été placées en état d'alerte maximale à Grozny et une réunion du gouvernement tchétchène pro-russe prévue pour hier a été annulée à la suite de ces attaques. Toute circulation dans la capitale tchétchène a été interdite, alors que des militaires russes s'affairent à creuser des tranchées autour de la ville de crainte d'une offensive rebelle.

# Les attentats relancent le débat sur le bouclier antimissile

*Agence France-Presse*

MOSCOU — Russes et Américains ont utilisé, hier à Moscou, les attentats du 11 septembre comme nouveaux arguments dans le débat qui les oppose depuis des mois sur la défense antimissile.

La Russie a défendu les accords stratégiques conclus avec les États-Unis, y compris le traité ABM de 1972, au nom de la «préservation de l'ordre mondial et de la lutte contre le terrorisme», par la voix du vice-ministre russe des Affaires étrangères, Gueorgui Mamedov.

Le sous-secrétaire d'État américain, John Bolton, a au contraire estimé que «ces horribles événements» justifiaient clairement «nos inquiétudes», dans une allusion au projet de bouclier antimissile américain.

Ces attentats ont montré «qu'il existe

une menace réelle à laquelle sont confrontés la Russie comme les États-Unis», a déclaré le négociateur russe. «Une des façons d'y faire face est de renforcer l'ordre mondial et la lutte contre le terrorisme», a ajouté le responsable lors d'un nouveau round de consultations avec John Bolton, chargé au département d'État des questions liées au désarmement.

Les accords entre Moscou et Washington dans le domaine des armes stratégiques offensives et la défense antimissile «font partie intégrante de cet ordre», a estimé Mamedov. «Le renforcement de l'ordre international est un moyen de lutter contre ceux qui se sont mis hors la loi», a-t-il encore affirmé.

Le diplomate américain a pour sa part fait valoir, lors d'une conférence de presse, que les «efforts communs» con-

tre la non-prolifération «étaient étroitement liés» à ceux contre le terrorisme international. Il a également estimé que les États qui soutiennent le terrorisme et ceux qui cherchent à acquérir des armes chimiques, biologiques et les technologies de missiles «se recoupaient».

Les États-Unis, qui ont accusé les Russes d'être des «proliférateurs actifs», veulent déployer un bouclier pour se protéger contre les attaques éventuelles de missiles de pays dits «parias» comme l'Iran, l'Irak ou la Corée du Nord. Ils ont annoncé qu'ils abandonneraient le traité antimissile ABM de 1972, qu'ils jugent dépassé.

Les Russes considèrent au contraire ce traité comme «la pierre angulaire» de la stabilité stratégique mondiale et s'opposent à son abandon.

## TROIS CHOSES QUE J'AI RETENUES

*Martin Brodeur*

1. Tenir son ego en échec.
2. Bien connaître ses adversaires.
3. Garder sa taille durant l'été.



Martin Brodeur, le gardien de but des Devils du New Jersey, porte ici un complet Canali. En guise de remerciement pour sa participation à cette publicité, un don a été fait en son nom au Centre Martin Brodeur. Pour lire l'entrevue qu'il nous a accordée, visitez le [harryrosen.com](http://harryrosen.com).

**HARRY ROSEN**

AFFIRMEZ-VOUS.

# Ariel Sharon tient tête à Bush

d'après AFP

JÉRUSALEM — La mise sur pied par Washington d'une coalition antiterroriste, pour laquelle une rencontre Arafat-Peres est, aux yeux des Américains, un élément crucial, s'est transformée en un sujet de différend majeur entre le premier ministre israélien, Ariel Sharon, et l'administration Bush.

Sharon a ainsi averti, dans un entretien diffusé dimanche par la télévision publique et dans un autre publié hier par le *Jerusalem Post*, qu'Israël n'était pas « prêt à payer le prix » d'une telle coalition comme Washington lui a tacitement demandé de le faire.

Ce prix consiste à mettre un bémol aux opérations militaires contre les Palestiniens et à renouer le dialogue avec Arafat pour obtenir un retour au moins temporaire au calme, afin de permettre au plus grand nombre possible de pays arabes de se joindre, sous une forme à déterminer, à la « croisade » évoquée par le président George W. Bush à la suite des attentats du 11 septembre à New York et Washington.

Les États-Unis font en effet tout leur possible pour que cette coalition inclue le plus grand nombre possible de pays arabes et musulmans afin de ne pas donner l'image

d'une croisade contre l'islam, au point que le secrétaire d'État, Colin Powell, a estimé possible une coopération avec l'Iran et la Syrie.

Le simple fait d'envisager une telle éventualité est choquant pour Sharon, qui a répété dans son entretien au *Jerusalem Post* que le régime de Damas, où sont basés plusieurs mouvements radicaux palestiniens, « abrite les organisations terroristes les plus extrémistes ». Quant à l'Iran, le gouvernement israélien considère ce pays, à long terme, comme la principale menace pour la survie de l'État juif.

Dans le même temps, il ne fait aucun doute qu'Israël restera officiellement à l'écart de la coalition pour ne pas gêner les États-Unis. « C'est comme pendant la guerre du Golfe, exactement la même chose », a déclaré un analyste israélien, Mark Heller, chercheur au Centre Jaffee pour les Études stratégiques de l'Université de Tel-Aviv. À cette époque, déjà, Israël avait été laissé de côté pour

permettre au président George Bush père, d'obtenir la participation de pays arabes modérés à la coalition anti-irakienne qui devait libérer le Koweït. L'État juif s'était contenté de fournir une aide discrète au niveau du renseignement.

Conscient des réalités, les Israéliens comprennent qu'il en sera de même cette fois-ci et semblent s'en accommoder.

Mais Sharon refuse d'aller au-delà, c'est-à-dire de faire des concessions vis-à-vis des Palestiniens. C'est pourtant bien ce que Bush lui a demandé, en lui téléphonant vendredi pour tenter de le convaincre d'autoriser la rencontre entre Arafat et Peres et surtout en rendant publique cette démarche.

En prenant une telle initiative, la Maison-Blanche désamorçait totalement la campagne de Sharon visant à délégitimer Arafat en le comparant au milliardaire d'origine saoudienne Oussama ben Laden, le suspect numéro un des attentats contre New York et Washington.

« Les Américains comprennent que pour bâtir une coalition, ils ne peuvent exclure les Palestiniens. »

« Les Américains comprennent que pour bâtir une telle coalition (antiterroriste), ils ne peuvent exclure les Palestiniens et ne peuvent ignorer la question palestinienne », a affirmé un proche conseiller d'Arafat qui a demandé à ne pas être nommé, louant au passage la « sagesse surprenante » de l'administration Bush.

C'est pour éviter de dire non aux États-Unis que Sharon a, en apparence, atténué dimanche son opposition à une rencontre Arafat-Peres, en acceptant qu'elle ait lieu à condition qu'il y ait d'abord une période de calme absolu de 48 heures.

Mais personne n'est dupe. « Sur le terrain, je ne pense pas qu'il y ait une grande chance que cela se produise », commente Heller. Selon lui, c'est là pour Sharon un moyen détourné d'empêcher une rencontre dont il ne veut pas, sans dire ouvertement non à Bush.

« Israël ne fera aucune concession — je répète : aucune concession — lorsqu'il s'agit de sa sécurité », a souligné Sharon dans l'entrevue au *Jerusalem Post*, apparemment persuadé que son attitude ne nuira pas à ses relations à long terme avec Washington en raison de l'importance stratégique d'Israël.

| ULSTER |

## John Hume tire sa révérence

d'après AFP

BELFAST — L'un des architectes du processus de paix en Irlande du Nord, le catholique John Hume, a confirmé hier son retrait progressif de la politique, tout en souhaitant que la province britannique serve d'exemple pour la paix dans le monde après les attentats aux États-Unis.

À 64 ans, le Prix Nobel de la paix a annoncé qu'il démissionnerait en novembre de la direction du parti catholique modéré SDLP (parti travailliste et social démocrate), qu'il avait fondé en 1970 et qu'il dirigeait depuis 1979.

Figure emblématique du nationalisme modéré, inlassable avocat d'une solution politique à la crise en Irlande du Nord, Hume avait entamé sa retraite en démissionnant en décembre dernier de l'assemblée semi-autonome de la province, qu'il avait également contribué à créer.

Fatigué par de récents ennuis de santé, Hume a décidé de « réduire sa charge de travail », a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse. Il reste toutefois député à Westminster ainsi qu'au Parlement européen.

POUR UN PRÊT HYPOTHÉCAIRE CONFORTABLE



## Amplifiez vos économies hypothécaires.

Notre Prêt hypothécaire à taux supérieur est offert au taux préférentiel moins 1/2 % pour un terme de 5 ans.

De vraies économies d'intérêt sur votre hypothèque, ça vous intéresse? Renseignez-vous sur le Prêt hypothécaire à taux supérieur de TD Canada Trust. Un taux garanti de 1/2 % de moins que notre taux préférentiel pendant le terme de cinq ans\*, pourrait vous faire économiser des milliers de dollars!

Avec des mensualités fixes pendant tout le terme, votre prêt ne vous réserve pas de mauvaises surprises. Si les taux d'intérêt baissent, une part plus importante de vos

LE PRÊT HYPOTHÉCAIRE  
À TAUX SUPÉRIEUR  
Économies. Souplesse. Contrôle.

5,25% ‡

mensualités servira à régler le capital.†

Et votre hypothèque se réglera plus vite.

Convaincu que les taux ne peuvent plus baisser? Libre à vous de convertir votre Prêt hypothécaire à taux supérieur en hypothèque à taux fixe en tout temps.††

Et il y a des options de règlement anticipé sans aucune pénalité.

Le Prêt hypothécaire à taux supérieur de TD Canada Trust : une façon confortable d'amplifier vos économies hypothécaires!

Asseyez-vous. Mettez-vous à l'aise. Appelez-nous.

1 800 450-7316

www.tdcanadatrust.com/francais



Canada Trust

LA BOURSE TD CANADA TRUST  
pour l'excellence en aide communautaire

# Forum



« Au lieu de nous écouter parler à travers le prisme de nos préjugés et de notre technocratie de moins en moins efficace, il faudrait que nous regardions de plus près les changements qui ont eu lieu dans les sociétés musulmanes. »

## Pourquoi tant de haine ?

MORTEDA ZABOURI

L'auteur est politologue, auteur et professeur à l'Université de Montréal.

*Qu'est-ce qui fait que des personnes puissent travailler d'arrache-pied pendant plusieurs années à préparer leur propre mort ?*



C'est la guerre... mais après ?

La réponse à cette question est importante pour nous aider à apaiser notre douleur et notre stupeur face aux derniers attentats, mais elle devient névralgique si nous ne voulons pas revivre en permanence ce cauchemar.

Nous aurions eu besoin pour cela d'un autre Emmanuel Kant pour adapter son essai sur la paix perpétuelle au contexte actuel où les distances se sont raccourcies au point que les convulsions du monde musulman vont jusqu'à produire des bombes volantes qui s'écrasent dans notre cour.

L'événement de cette semaine est inédit par bien des aspects ; il montre, par exemple, que l'Occident a perdu son vieux monopole d'exporter ses propres contradictions vers les autres sociétés. Aussi, et pour pouvoir vivre en paix dans ce contexte, il nous faudra faire l'effort de chercher à comprendre ce qui se passe chez le voisin, hier lointain et exotique.

Que se passe-t-il dans le monde musulman ? Qu'est-ce qui fait que des personnes dont on ne peut nier le talent puissent travailler d'arrache-pied pendant plusieurs années à préparer leur propre mort dans le seul but de faire passer un message planétaire et... sanglant ?

Cet objectif relève-t-il seulement du fanatisme, du fondamentalisme ou de l'intégrisme, comme on le croit par facilité ? Et dans ce cas, pourquoi surgit-il précisément à notre époque, alors que l'islam a une longue histoire derrière lui ? Comment se fait-il que des fanatiques deviennent si menaçants qu'il faut mobiliser l'OTAN et la Russie pour y faire face ?

Si le fanatisme est seul responsable de cette agressivité des musulmans, nous serions confrontés à un gros problème ! En effet, dans une telle confrontation militaire — où l'adversaire ne semble pas spécialement tenir à la vie — à quoi pourrait servir notre quinquennat militaire et technologique ? Cet arsenal suffira-t-il, seul, à nous préserver de ce type de violence ? Hier, les Russes en Afghanistan et aujourd'hui les Israéliens en Palestine, en savent quelque chose.

Samuel Huntington nous dira que le choc entre les civilisations a commencé ! Cela voudrait-il dire

que notre Occident vieillissant devra fatalement affronter un milliard et demi de musulmans dont 75 % ont moins de 25 ans ?

Alors, au lieu de nous écouter parler à travers le prisme de nos préjugés et de notre technocratie de moins en moins efficace, il faudrait que nous regardions de plus près les changements qui ont eu lieu dans les sociétés musulmanes.

Nous découvrirons certainement que ces problèmes ne sont pas aussi spécifiquement culturels et religieux que nous avons tendance à le croire. Nous découvrirons, stupéfaits, que les islamistes cherchent à reproduire l'expérience européenne plus qu'il n'y paraît. Nous découvrirons même que de vraies solutions, moins sanglantes et moins coûteuses existent, dans notre intérêt bien compris s'entend.

J'ai tenté de faire cet exercice, après de nombreuses tergiversations, et en voici les premiers résultats.

### Transition démographique

Le monde musulman vit une transition démographique similaire à celle de l'Europe au début de la révolution industrielle. En effet, cette époque a été caractérisée par un emballement démographique alors que chaque usine moderne de Liverpool, ou d'ailleurs, ruinait des milliers d'artisans moins performants. Il en a découlé un exode rural massif. Dans les villes, l'étalement de misère et de colère, qui s'en est suivi, a bouleversé fondamentalement l'Europe : la politique a dû, pour la première fois, tenir compte de la société. Le concept de citoyen a resurgi.

La pensée moderne est née à cette époque et reste jusqu'à présent notre référence. Les auteurs qui ont posé les idées de la révolution française et d'autres comme Adam Smith, David Ricardo, Stuart Mill, Karl Marx, etc., ont basé leurs idées sur cet étalement de la misère.

La solution coloniale a permis à l'Europe de purger sa « population excédentaire », selon l'expression de Malthus. L'Amérique du Nord et l'ensemble des empires coloniaux ont pu ainsi être repeuplés. Pour donner un cadre politique et idéologique à ce mouvement, les pays européens se sont autodécrités dépositaires et propagateurs de LA ci-

vilisation. Mais il leur a fallu cultiver la puissance pour s'arracher les uns les autres des espaces coloniaux.

Aujourd'hui, dans une transition démographique similaire, les jeunes générations urbanisées et instruites des sociétés musulmanes se retrouvent dans cette même impasse, que le libre-échange aggrave en ruinant les industries locales.

### Jeunes générations

Ces jeunes générations, qui représentent plus d'un demi milliard de personnes, constituent un ter-

reau fertile que l'idéologie islamiste commence à mobiliser par un discours qui donne un sens à leurs souffrances. Les doctrinaires de l'islamisme proposent un projet de Dawla islamiya qui rassemblerait tous les musulmans comme une puissance. Cet Islam-puissance, serait de plus, LA civilisation qui ferait face aux Occidentaux présentés comme des néo-païens (donc des barbares) dont l'idole est le dieu dollar.

La Dawla islamiya est donc l'objectif alors que l'islam, comme religion et spiritualité, n'est qu'une ressource parmi tant d'autres. Les islamistes ne sont donc pas des fanatiques mais les militants d'un projet politique totalitaire et utilisent le fanatisme pour fabriquer les bombes humaines...

Les islamistes savent que l'horizon de la Dawla islamiya est encore lointain, mais il leur est utile comme boussole pour fixer les objectifs intermédiaires. Aujourd'hui, ils ont trois priorités :

> la réalisation de révolutions politiques dans le cadre des États

nationaux dont ils s'accrochent provisoirement ;

> la cristallisation des musulmans par la mobilisation autour de l'enjeu symbolique de Jérusalem ;

> la stimulation des contradictions avec les ennemis de leur projet dans le but d'élargir leur base de masse. Dans ce cadre, les États-Unis, en raison de leurs intérêts économiques et stratégiques, sont considérés comme l'obstacle principal qu'il faudra affronter.

Cette idéologie aurait pu rester un courant d'idées sans influence décisive sur le cours des événements. Or, si se trouve que les centaines de millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail n'ont aucune perspective. Aucune alternative ne leur est offerte. Pire, la mondialisation, par une démarche libérale inconsciente, libère le mouvement des capitaux et des marchandises alors que le mouvement des personnes reste sélectif et ces jeunes s'en trouvent asphyxiés et deviennent un réservoir potentiel immense pour l'islamisme.

### Ouvrir des horizons

Si aujourd'hui nous voulons la paix, l'enjeu historique, pour dégonfler cette force de frappe, est de trouver des solutions à même d'ouvrir des horizons à ces jeunes. L'attaque de cette semaine vient nous rappeler que nous sommes dans un monde plus interdépendant qu'on ne le pense, et que si nous voulons des péréquations heureuses, il nous faudra des institutions en conséquence. Sinon, ce serait l'escalade !

En termes plus philosophiques, ce qu'il y a de nouveau dans le monde musulman, c'est l'entrée de la société sur la scène politique. L'idéologie islamiste offre une perspective révolutionnaire à sept cent millions de jeunes, alors qu'une démarche plus tranquille et plus démocratique se fait attendre. Cette dernière, en raison de la taille du problème et du contexte de la mondialisation, ne peut être uniquement l'affaire des élites locales. Ce problème global nécessite une solution à l'échelle du globe.

Certains diront qu'évoquer Kant est inapproprié et que s'il s'agit de problèmes socio-économiques, les idées fondatrices d'Adam Smith auraient été plus appropriées... Mais la question est que derrière ces enjeux économiques, il y a un immense problème moral !

Et il ne s'agit pas d'une morale cosmétique comme celle qui appelle à la tolérance, ni celle d'un George W. Bush qui semble considérer que l'humanité s'arrête aux frontières des États-Unis. Il s'agit d'une morale plus profonde, qui fait que l'on se donne les institutions et les moyens qui évitent qu'à tout instant on envoie des messages à l'autre qu'il n'y a pas de place pour lui dans l'humanité.

Si non... les événements nous le rappelleront jusqu'à ce que nous comprenions.



PHOTOTHÈQUE, La Presse

Le monde musulman vit une transition démographique similaire à celle de l'Europe au début de la révolution industrielle. En effet, cette époque a été caractérisée par un emballement démographique. Du milliard et demi de musulmans dans le monde, 75% ont moins de 25 ans.

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## La cloche de Wall Street



MARIO ROY  
mroy@lapresse.ca

Les théoriciens ont depuis longtemps constaté et documenté la fonction libératrice du commerce. Hier, dans le sud de Manhattan, on a eu droit à la démonstration pratique. À 9h30, c'est la fameuse cloche de la Bourse de New York, carillonnant pour la première fois depuis une semaine, qui aura sonné le retour à une vie aussi normale que possible.

Bien sûr, les marchés ont reculé de façon importante, personne ne croyait qu'il en serait autrement. Et la sombre perspective d'une récession est plus présente que jamais. Mais on a tout de même évité la panique. Ce à quoi ne sont pas étrangers la baisse d'un demi-point du taux directeur décrétée par la Fed, l'injection d'argent frais de la part des banques centrales ainsi que la bonne performance (plus 3 %) des bourses européennes. Bref, le mouvement à la baisse enregistré à New York (moins 7 %) a été qualifié d'« ordonné » par les spécialistes.

Il fallait s'y attendre également, ce sont les titres touchant l'avionnerie, le transport aérien et l'assu-

rance qui ont le plus lourdement écopé : à l'ouverture, les titres de certains transporteurs ont plongé dans des proportions allant jusqu'à 51 % avant de se redresser plus ou moins au cours de la journée.

La réalité est incontournable. L'industrie du transport aérien était déjà mal en point. Or, depuis une semaine, les ventes de billets d'avion ont chuté de 28 % dans le monde. Les vols offerts aux États-Unis sont de 20 à 30 % moins nombreux (chez Air Canada, c'est 20 %). Le parfait symbole de cette situation se trouve à Washington, où l'aéroport Ronald-Reagan demeure fermé en raison de sa proximité avec le Pentagone et la Maison-Blanche.

N'empêche.

Hier matin, pour accéder au parquet, les professionnels du marché boursier — dont plusieurs avaient en drapeau à la main — ont dû franchir des barrages militaires dressés autour de Wall Street. Côté à certains endroits des voitures calcinées et des amoncellements de débris. Vaincre la poussière et l'odeur. Surmonter la vision de ce trou béant dans le ciel.

L'image de ville bombardée, blessée, était frappante.

Dans ce contexte, peu importe la valse des indices, le simple fait de proclamer : *business as usual* aura tenu lieu de profession de foi.

## La démocratie à l'oeuvre



ANDRÉ PRATTE  
apratte@lapresse.ca

« Une attaque contre la démocratie ! » C'est ainsi que les attentats terroristes survenus il y a une semaine ont été présentés.

Pourtant, ici, bien des gens estiment que notre démocratie est facile, et nombreux sont ceux qui s'intéressent peu à la vie politique.

Hier, lors du débat d'urgence tenu à la Chambre des communes, on a vu la démocratie à l'oeuvre. Avec toutes ses imperfections, c'est vrai. Beaucoup des discours étaient ennuyeux et répétitifs. Après que les chefs se furent prononcés, la Chambre s'est vidée.

Reste qu'au cours de ce débat, tous les points de vue ont pu s'exprimer, des plus pro-Américains aux plus sceptiques, des plus pro-immigration aux plus frileux, des plus va-t-en-guerre aux plus inquiets.

Les partis d'opposition ont été sévères à l'endroit du gouvernement, l'accusant d'être resté insensible aux avertissements que lui avait servis le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Comme l'a souligné avec justesse Stockwell Day, « dans notre forme historique de démocratie parlementaire, il est du devoir de l'Opposition officielle de poser les questions difficiles. »

Les partis d'opposition ont donc posé les questions qui devaient être posées :

> Faut-il augmenter les budgets de la GRC, du SCRS et des Forces armées ?

> Faut-il resserrer notre politique d'immigration ?

> Comment peut-on améliorer les contrôles aux frontières ?

> Jusqu'où doit aller le Canada dans sa participation à une riposte armée ?

Pouvoir poser des questions, dénoncer le gouvernement sans être inquiété : on oublie à quel point ce droit est précieux.

Le débat d'hier a surtout permis de décaler des consensus. Des consensus rassurants, por-

tant sur les valeurs qui ont servi de fondations à la construction du Canada. Tous les partis ont convenu que les décisions du gouvernement canadien dans la présente crise devront s'appuyer sur ces valeurs.

« Le Canada est un pays d'immigrants, a souligné par exemple le premier ministre, Jean Chrétien. Cela fait partie de nous. Nous ne permettrons pas que quiconque nous force à sacrifier nos valeurs ou nos traditions, même en situation d'urgence. »

Tous les chefs de parti ont appelé à une riposte mesurée, conforme aux idéaux du monde occidental. « Il ne faut pas tomber dans le piège d'une guerre de civilisation ou de religion, a averti Gilles Duceppe. Soyons respectueux envers Dieu et Allah. Ne les mêlons pas aux guerres des hommes. »

Tous les partis ont exhorté les Canadiens à ne pas assimiler des communautés entières aux terroristes. « Nous savons que l'immense majorité des Arabes et des musulmans habitant au Canada et ailleurs dans le monde déplorent et abhorrent ces attentats autant que nous », a dit M. Day.

Malheureusement, malgré l'importance de l'enjeu, ce débat ne passera pas à l'histoire. Le présent Parlement compte trop peu d'orateurs de calibre. Cela reflète peut-être l'état de la politique au Canada. Le métier de député paraît de moins en moins attrayant, parce que le Parlement a un rôle de moins en moins important. Les raisons pour cela sont nombreuses, et ont été souvent évoquées : arrogance du gouvernement, centralisation du pouvoir, discipline de parti...

Peut-on se lancer dans une guerre pour sauver la démocratie des assauts du terrorisme sans, en même temps, prendre des moyens pour préserver le système parlementaire ? Lui-même parlementaire hors-pair, Joe Clark a invité le gouvernement libéral à impliquer la Chambre dans l'élaboration de sa riposte : « Le monde a besoin d'un gouvernement canadien actif et, dans une période où tous ont les yeux tournés vers les démocraties, le monde a besoin d'un Parlement canadien actif. »

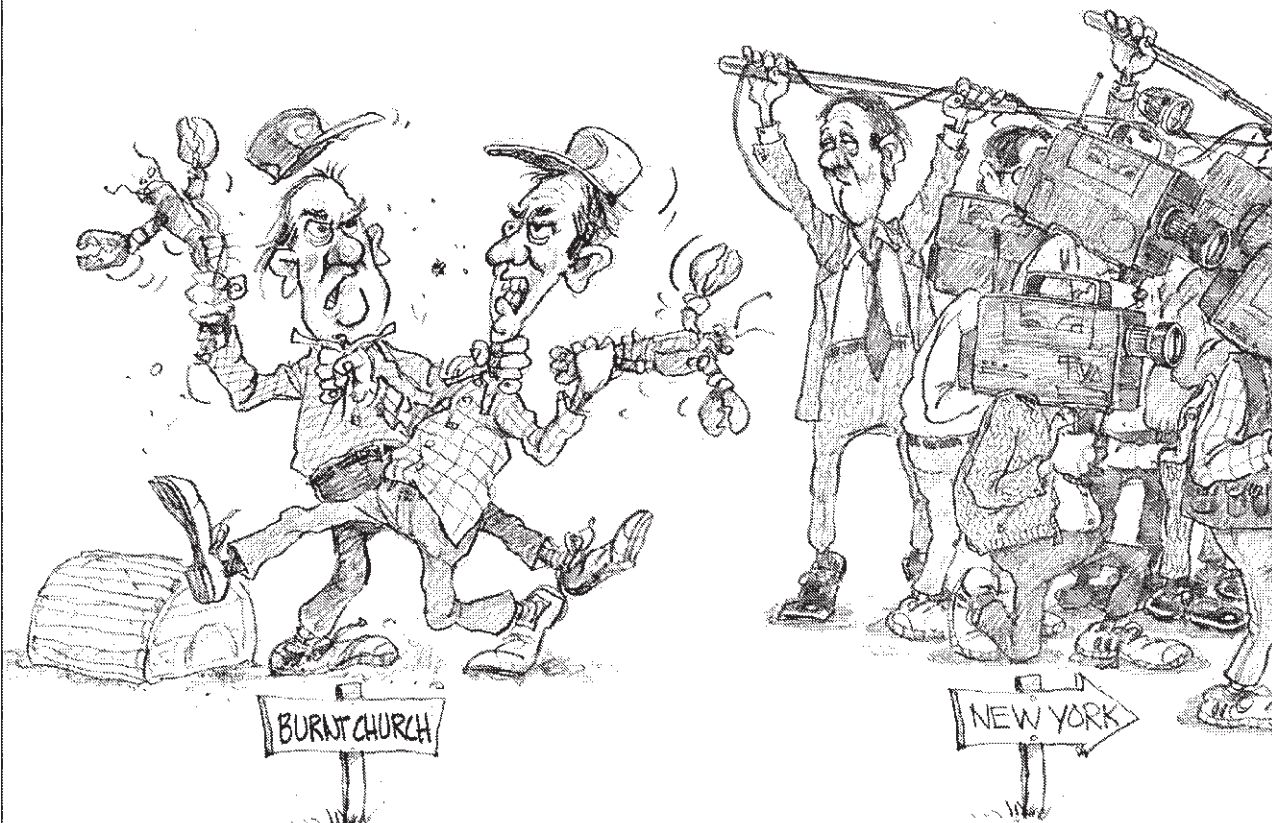
La démocratie canadienne, surtout, a besoin d'un Parlement efficace et respecté.

gement, il se présente tout autant comme une charge contre feu Mordecai Richler — ce qu'on peut juger assez inélégant. Le second papier est consacré à Robert LePage, dont la récente création, *Zulu Time*, devait être présentée à New York. Événement annulé lui aussi : l'oeuvre se conclut par un attentat terroriste contre un avion commercial...

Tout est raté, en un mot.

M. R.

## LEUTEMENT LA VIE REPREND SON COURS AU CANADA



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### Une stratégie déjouée

CURIEUSEMENT, alors que le tiers-monde, dans sa grande majorité, évolue, se démocratise, revendique, expose ses difficultés devant « le monde libre », les pays dits développés s'arment et se lancent dans un combat douteux pour la « liberté » et jurent d'exécuter tous les terroristes et dictateurs du monde. Mais ces pays du « monde libre » arrivent encore en retard pour collaborer alors que la plupart des peuples d'Amérique Latine, par exemple, ont réglé leur compte à leurs dirigeants abusifs.

En même temps, les dictateurs et terroristes d'État qui s'opposent encore à la démocratisation voyagent impunément d'un Sommet à l'autre pour se concerter sur la meilleure manière d'éviter les changements pressants.

Malgré les usages répétés de la force, nos propres tactiques de replis ethnocentriques sur nos sociétés, nos systèmes, nos valeurs, nous semblons de plus en plus dramatiquement isolés du reste de l'humanité. Nous payons cher, malgré la mondialisation, ou peut-être à cause d'elle, ce peu de soucis que nous nous faisons encore des autres.

Militairement parlant, la stratégie proposée par le président Bush a été déjouée par une attaque aux méthodes des plus traditionnelles, sans qu'aucune arme nucléaire ne soit impliquée.

La guerre prolongée et non déclarée entre le tiers-monde et nous risque d'être longue et cruelle, heurtant les valeurs qui fondent nos sociétés, mais assurément probablement en même temps aux peuples de la planète une alternative à la misère, à l'ignorance et à l'oppression dont ils font l'expérience quotidienne.

GUY ROY  
Lévis

### Faudrait savoir

MADAME Tremblay mentionne dans sa lettre que bien des problèmes seraient réglés si M. Bush était une femme. Visiblement, elle a oublié Margaret Thatcher qui, bien qu'étant femme, a envahi les Falklands.

Mais ce qui me rend perplexe, c'est ce discours que « une femme a plus de coeur, et est différente, donc réagirait différemment ». N'est-ce pas exactement l'argument que les misogynes du monde du travail avançaient pour bloquer l'accès aux femmes ? Il faudrait se faire une idée : ou bien la femme est semblable à l'homme, incluant les défauts, ou bien elle accepte d'être différente. Mais pas les deux à la fois selon ce qui l'avantage le plus...

JEAN-RENÉ COUTURE  
Sherbrooke

### Malraux l'avait prédit...

UNE GUERRE de religion ? Le président Bush qui termine ses interventions par « God Bless America » et qui parle du démon à abattre. Oussama ben Laden,



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Une cérémonie religieuse chargée d'émotions à l'église St. James, à Montréal.

qui se réjouit des attentats commis aux États-Unis au nom d'Allah et qui vilipende le Satan américain.

Et nous, citoyens du 21<sup>e</sup> siècle, qui croyions les guerres de religion reléguées aux livres d'histoire. Malheureusement, une autre semble resurgir.

La pensée de Malraux apparaît prophétique : le 21<sup>e</sup> siècle sera religieux ou ne sera pas.

YVAN CLICHE  
Montréal

### La cible suivante ?

LE PRÉSIDENT Bush et Colin Powell ont-ils mesuré l'ampleur de la tâche qui les attend ? Quand ils auront nettoyé les tanières, les antres de l'Afghanistan de ben Laden, quand ils auront détruit toutes les filières de ces bandits, de ces meurtriers, que dis-je, de ces monstres, il restera encore

beaucoup de travail à faire.

Quand on parle de terrorisme, à moins que j'ai mal compris, on parle de tous ceux qui martyrisent, qui menacent, qui taxent, qui font du chantage. Les É.-U. devront s'attaquer à ceux qui arment ces terroristes même si cela leur fait mal...

Il faudra toutefois qu'ils choisissent les cibles une à une. Quelle sera la cible suivante ? Les fondamentalistes d'Algérie qui tuent sans vergogne. Et le Timor, et notre tyran préféré, Saddam Hussein. Sans compter le Klu Klux Klan, les milices américaines, les associations néonazies, en passant par la mafia et les Hells Angels.

JACQUES PILON  
Saint-Lambert

### Entre amis

JE SUIS UN Américain qui habite à Montréal depuis trois ans. J'ai appris dans les bulletins de nouvelles que des pompiers de Montréal sont partis à New York pour donner un coup de main. Je veux personnellement remercier les pompiers de la CUM. J'adore le Canada et surtout le Québec. Je suis né dans l'État de New York pas très loin du Québec, et j'y ai beaucoup d'amis. Nos pays doivent rester amis. Nous sommes tous Américains du Nord, Canada, Mexique, É.-U., etc. Nous devons travailler ensemble pour garantir les droits humains à tout le monde. Nous ne devrions pas habiter avec une peur continuelle. Tous les humains, les Noirs, caucasiens, juifs, arabes, n'importe qui, on doit être fort et avoir confiance en nous-mêmes afin de changer le monde pour le mieux.

JOHN AMADEI  
San Francisco

### Et si c'était nous, si c'était nos enfants !

J'AIMERAIS raconter une situation que j'ai vécue, il y a 31 ans, à Windsor, Ontario, et que je n'oublierai jamais.

Je me suis mariée à 19 ans, en 1969, mon mari et moi sommes allés travailler à Windsor, en Ontario, dans une banque. J'ai commencé à travailler vers octobre 1969 et comme je m'exprimais le plus souvent en français, les clients de la banque m'appelaient la petite francophone. Ma relation avec eux était très bonne, très amicale et, bien que m'ennuyant de ma famille, j'y étais heureuse.

Malheureusement, en octobre 1970, survint la fameuse crise d'octobre avec la regrettable mort de Pierre Laporte. Imaginez la douleur que nous avons ressentie quand nous avons su que c'étaient des Québécois qui avaient assassiné un des nôtres. C'était pour nous l'horreur, le chagrin... Comme nous aurions aimé être auprès des nôtres pour discuter, partager, comprendre...

Mais le pire n'était pas passé pour moi. Le lendemain, je me suis présentée à la banque comme à l'habitude. À 10 heures, c'était l'ouverture de la banque. Les gens entraient et, à tour de rôle, me regardaient comme si j'étais la coupable, comme si c'était moi qui avait tué M. Laporte. Je pouvais voir dans leurs yeux la colère, l'incompréhension, comme si tout à coup, je ne faisais plus partie des leurs, comme si je n'étais plus canadienne mais la Québécoise qui lance des bombes et qui tue. Mais moi, je vivais autant d'incompréhension qu'eux ; je ne comprenais pas qu'on me juge et dans certains cas me regarde avec haine.

Pourquoi je partage mon expérience avec vous 31 ans après ? Je pense à tous les étrangers, en particulier aux musulmans et arabes, qui vivent présentement le rejet des villes, des pays qui les ont accueillis et, où beaucoup sont venus au monde. Je trouve tellement déplorable de voir des ressentis se faire harceler, mépriser, battre. Que de douleurs ils doivent ressentir ainsi que leur famille.

Si les personnes se mettaient à la place de ces gens, si c'était eux qui étaient frappés d'ostracisme ou encore pire leurs enfants ?

VIOLETTE BOUCHARD

## Forum

## Les contraintes de Chirac



JOCELYN COULON

L'auteur est le directeur du bureau de Montréal du Centre Pearson pour le maintien de la paix, basé en Nouvelle-Écosse.

*Il ne s'agit pas de lésiner sur sa solidarité avec les É.-U., mais de rappeler à l'administration américaine qu'une riposte disproportionnée ne mènera nulle part.*

Le président de la république française, Jacques Chirac, arrive ce matin à Washington pour rencontrer son homologue américain. La visite était prévue depuis longtemps dans le cadre des débats à l'Assemblée générale des Nations unies. Mais le président français, qui a annulé tous ses autres déplacements en Europe, est un des rares chefs d'État à faire le voyage aux États-Unis et sera le premier à rencontrer George Bush et à se rendre sur les scènes du drame. La visite revêt une importance capitale dans le soutien que pourraient offrir les alliés occidentaux aux États-Unis.

En effet, depuis des années, la France est, de tous les pays européens, en première ligne du terrorisme national (corse) ou international. Elle en a tiré une expérience politique et elle a développé des outils d'enquête policière et de collecte de renseignements dont les Américains auraient tort de se passer. Jacques Chirac, c'est certain, viendra réaffirmer aux Américains la solidarité sans faille que la France offre toujours aux États-Unis lors de grandes crises internationales. Toutefois, aujourd'hui, la donne a changé. Jacques Chirac arrive à Washington avec deux contraintes majeures : sa situation intérieure et les relations de l'Europe avec le monde arabe.

## L'expérience de la terreur

La France a connu et connaît son lot d'attentats terroristes depuis vingt ans déjà. En 1982, le groupe Abou Nidal mitrailla des

passants dans la rue des Rosiers, à Paris, et provoqua une panique dans tout le pays. Pour la première fois, la France réalise que sa politique étrangère n'est pas à l'abri des passions terroristes. En septembre 1986, une série d'attentats d'origine proche-orientale sème la terreur et paralyse la vie à Paris et dans le pays. Trois ans plus tard, un DC-10 de la compagnie française UTA explose en plein vol au-dessus d'un pays africain. Les choses vont se calmer, pour reprendre pendant les années quatre-vingt-dix. En décembre 1994, un groupe de terroristes appartenant au GIA algérien s'empare d'un avion d'Air France et le détourne sur Marseille. La police prend d'assaut l'Airbus et neutralise les pirates. On apprendra en février dernier, par un journal algérien, que le groupe de terroristes voulait détourner l'avion vers Paris pour le lancer sur la tour Eiffel. Quelques mois plus tard, à l'été et à l'automne 1995, une vague d'attentats commis par le GIA frappe le pays et fait une dizaine de morts. Depuis, la police française arrête régulièrement des présumés terroristes, le dernier en date ayant été mis en examen le 12 juillet pour des liens présumés avec ben Laden.

Depuis quinze ans, plusieurs juges enquêtent sur les attentats qui ont frappé les intérêts français sur le sol national, mais aussi à l'étranger. Les preuves ont été difficiles à accumuler et plusieurs de ces enquêtes ne sont pas encore terminées. Les procès s'éternisent. Si ces années de patientes recherches ont permis de documenter les im-

menses réseaux du terrorisme international et de remonter certaines filières, force est de constater que les résultats concrets sont minces. On cherche toujours les têtes dirigeantes de ces réseaux. Mais la lutte au terrorisme s'est aussi transportée sur le plan politique. Grâce à ses liens profonds et constants avec l'ensemble du monde arabe et l'Iran, la France a agi avec une certaine efficacité auprès des pays soupçonnés d'abriter des terroristes. La Libye a finalement extradé les deux organisateurs de l'attentat de Lockerbie. La Syrie, le Yémen et l'Iran se rapprochent de l'Occident. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie pourchassent les terroristes.

## Représentant des alliés

Fort de cette expérience, Jacques Chirac sera donc, en quelque sorte, un excellent représentant des alliés européens auprès de l'administration américaine. Il se présente toutefois avec un mandat ambigu. D'une part, quelque 65 % des Français estiment que la France doit participer aux côtés des Américains à une action militaire contre les coupables. D'autre part, malgré une solidarité de façade, tous les partis politiques font entendre des voix discordantes sur la riposte aux attentats survenus mardi dernier. Tant à gauche qu'à droite, les partis estiment que la France doit garder son indépendance de décision.

Il ne s'agit pas de lésiner sur sa solidarité avec les États-Unis, mais uniquement de rappeler à l'administration américaine qu'une riposte disproportionnée ne mènera nulle part. Les réserves sont nombreuses, car les Français n'apprécient guère les réactions impetives des Américains. Ainsi, en 1998, ils n'avaient pas apprécié les frappes américaines sur l'Afghanistan et le Soudan à la suite de la destruction de deux ambassades américaines en Afrique. En rencontrant son homologue américain, Jacques Chirac en aura donc long à dire sur la lutte au terrorisme, sur ses résultats et sur les relations avec le monde arabe. Cela lui permettra certainement d'offrir son aide à l'Amérique pour traverser cette épreuve.

## LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



## Du Vietnam à l'Afghanistan

De quoi parlions-nous, déjà ? Je veux dire, de quoi parlions-nous, avant le 11 septembre ?

Ah oui ! Ça me revient. On était en état d'alerte parce qu'il paraît qu'une fille sur quatre manifeste des troubles d'alimentation ou suit un régime amaigrissant. Gros problème de société. Une société où la bouffe est partout, et en grosses portions en plus. Une société où le problème est non pas la pénurie, ce fléau qui a hanté l'humanité pendant des millénaires et qui sévit encore en certaines parties du monde, mais l'excès de bouffe. Une société qui avait si peu de problèmes que parfois, elle s'en inventait.

C'était avant.

■ ■ ■

L'animation doit être extraordinaire dans les salles de rédaction, quand il se passe des drames comme ceux du World Trade Center ! me dit un ami.

Au contraire. Dans les salles de rédaction, des événements comme ceux-là sont la cloche qui convoque tout le monde au travail, et vite. Personne n'avait vraiment le temps de discuter, encore moins le temps de se laisser aller à ses émotions.

C'est le week-end venu, et la poussière de l'horreur un peu retombée, qu'on a pris le temps de regarder en soi-même, et c'est là qu'on s'est aperçu qu'on avait changé.

Dimanche, donc, on est allés au cinéma, et, tout comme le couple débile de la caricature de Pascal Elie dans *La Presse* d'hier, qu'est-ce qu'on est allés voir pour se changer les idées ? *Apocalypse Now*...

Il aurait été plus sain d'aller voir *Amélie Poulain*, mais on l'avait déjà vu. Moi, je penchais pour Catherine Breillat (une histoire de filles, des sentiments, pas de morts), mais mon mari voulait voir la version intégrale du film de Coppola. Alors on s'est retrouvés dans l'enfer du Vietnam.

Cette grosse machine à prétention philosophique ne m'a pas davantage émue la seconde fois que la première. Dans le répertoire inspiré par la guerre du Vietnam, je préfère *Full Metal Jacket* ou *The Killing Fields*. (Un collègue me dit qu'il fallait voir *Apocalypse* comme un délire poétique. Mais bon, avouons-le, pour les films de guerre, je suis très premier degré.)

Pas émue, donc, mais accablée. En revoyant les Américains s'enliser dans le marais vietnamien, je les imaginai enlisés dans les montagnes de l'Afghanistan, ce pays qui a toujours eu raison de ses envahisseurs, sauf, mais pour un temps seulement, des Soviétiques... et encore était-ce parce que l'URSS était une puissance totalitaire prête à sacrifier beaucoup d'hommes. Je me demandais si l'effroyable expérience du Vietnam allait servir à quelque chose, en ces temps où le mot « guerre » apparaît en lettres rouges sur tous les écrans.

Je pensais aux films que l'on ferait dans l'avenir : d'autres G.I., des Afghans enturbannés, de superbes paysages de montagnes...

■ ■ ■

Autre chose s'est produit, un détail, mais un détail agaçant. Pendant la projection, je me suis rendu compte qu'il y avait, à trois sièges de mien, un sac « non accompagné ». Un sac sport de taille moyenne, oublié là.

J'ai tout de suite pensé aux consignés avec lesquelles les Israéliens vivent depuis 30 ans : ne jamais toucher à un colis ou à quelque autre objet non identifiable déposé dans un endroit public. J'ai pensé à Paris, le Paris d'après la dernière grande vague des attentats islamistes : les poubelles publiques bouchées, la consigne de signaler immédiatement à la police la présence de tout sac « non accompagné », en particulier dans le métro...

Normalement, j'aurais pris le sac oublié pour le rapporter au gérant de la salle après la fin du film, histoire de permettre à son propriétaire de le récupérer. Cette fois, je n'y ai pas touché.

Je me regardais agir, et je me disais, ma pauvre, tout cela est d'un irrationnel total. Les risques d'un attentat dans un cinéma montréalais à moitié vide sont nuls. S'il s'agissait d'un colis piégé, il exploserait même sans qu'on y touche. Et si tu crois qu'il y a danger, alors pourquoi restes-tu rivée à ton siège au lieu de prendre tes jambes à ton cou ?

À la fin, nous avons regardé le générique au complet, démolis par ce rappel de la guerre pourrie du Vietnam. La salle s'était presque complètement vidée quand je me suis aperçue que le sac n'était plus là. Quelqu'un l'avait pris ou volé, ou peut-être son propriétaire était-il revenu le chercher.

Et je me disais, tiens, cette petite méfiance insidieuse, voilà un réflexe nouveau et détestable, espérons que cela ne durera pas.

■ ■ ■

Cela n'a pas duré. Hier midi, sous le doux soleil d'automne, les seuls agents de sécurité à l'oeuvre au centre-ville étaient ceux qui, devant la vitrine de MusiquePlus, protégeaient les Back Street Boys de l'adoration bruyante de leurs jeunes admiratrices. La vie reprenait son cours, comme si de rien n'était. N'empêche...

## Lettre ouverte au président Bush

« Ne soyez pas pour les masses islamiques du Maroc à l'Indonésie ce qu'Ariel Sharon a été pour les Palestiniens ! »



JEAN D'ORMESSON

L'auteur est membre de l'Académie française.

Monsieur le président,

LE 11 SEPTEMBRE 2001 ouvre une page nouvelle dans l'histoire du monde. Réduisant toutes les autres à l'insignifiance, ce n'est pas seulement, avec évidence, la date la plus importante de l'année. Avec le déclenchement de la guerre de 14, la révolution d'Octobre, le jeudi noir de

Wall Street, la prise du pouvoir par Hitler, l'effondrement de la France en 40, l'attaque de Pearl Harbor, la bataille de Stalingrad, le débarquement en Normandie, la bombe de Hiroshima, l'écroulement du Mur de Berlin et de l'URSS, c'est un des événements majeurs de notre temps. (...)

Qu'est-ce qui a changé en quelques heures ? Presque tout. Le communisme est une vieille lune, l'Amérique n'est plus invincible, la paix n'est plus assurée, la guerre est de retour, mais elle se fait contre personne, le terrorisme est une grande puissance et la démocratie n'est plus certaine d'être l'avenir du monde.

Des pans entiers de notre vie basculent dans le souvenir. Est-ce que la droite et la gauche ont encore un sens ? Est-ce que l'idée de nation sur laquelle reposaient tant de choses a encore un avenir ? Le terrorisme est international. La réponse au terrorisme ne peut être qu'internationale. Ce n'est ni l'Arabie Saoudite, ni l'Irak, ni même l'Afghanistan qui ont bombardé l'Amérique avec ses propres avions détournés : c'est sous les ordres d'un milliardaire une fédération de la misère du monde mise en mouvement par un fanatisme religieux. Et ce ne sont pas les seuls États-Unis qui ont été blessés cruellement : c'est le monde démocratique tout entier. Ne nous dissimulons pas la vérité : pour le meilleur et pour le pire, il se confond avec les pays riches.

La tragédie a été si affreuse, le choc a été si cruel que le crime ne peut pas rester sans réponse. Vous avez derrière vous l'immense majorité, non seulement des dirigeants de la planète, mais des peuples bouleversés. Dans les rues de Londres ou de Paris, l'émotion était visible. Et l'indignation. Et l'inquiétude aussi : vous risquez d'être le président de la troisième guerre mondiale.

Une guerre contre qui ? Le propre du terrorisme n'est pas tant d'être aveugle, comme le répète la sagesse des nations, le forfait contre votre pays était ciblé avec science, que d'être anonyme. Depuis le 11 septembre, vous ne pouvez plus faire la guerre à une nation : vous devez la faire à des réseaux aussi insaisissables et aussi mystérieux que le « spectre » de vos films d'aventures.

Rien n'est plus légitime que votre volonté de ne pas laisser sans réplique un crime qui soulève le coeur. Nationale ou internationale, toute démocratie qui s'abandonne est un régime perdu. Les États-Unis sont un pays nous en savons quelque chose où le courage est honoré. Nous vous admirons et nous vous aimons pour cette capacité de réaction à laquelle nous devons notre propre sur-

vie. Vous avez été à nos côtés dans nos épreuves. Nous sommes à vos côtés dans les vôtres. Mais les guerres d'aujourd'hui ne se gagnent plus seulement par la puissance matérielle : voyez vos adversaires, qui ne disposent d'aucune des armes de votre formidable arsenal. Elles se gagnent par l'intelligence qui est le nom que vous donnez à vos services de renseignement. (...)

Si j'osais, monsieur le président, je vous adjurerais de ne pas être pour les masses islamiques du Maroc à l'Indonésie ce qu'Ariel Sharon a été pour les Palestiniens.

C'est vrai : l'islam nourrit trop souvent un esprit de conquête et d'intolérance. Il n'est pas le seul dans l'histoire. Et vous, les Américains, et nous, les Français, et tous les Occidentaux et tous les chrétiens, nous avons eu nos périodes d'expansion violente et nos tentations de violence. Nous avons eu parmi nous l'équivalent des extrémistes musulmans.

Nous avons appris pourtant que la violence aveugle n'est pas la meilleure réponse à l'aveugle violence. Et ce qui se passe sous nos yeux dans un Proche-Orient déchiré par la haine devrait nous renforcer dans l'idée que la violence n'est que le maquillage illusoire de la force et de la justice.

Vos ennemis sont très faibles, monsieur le président : c'est pour cette raison qu'ils sont si atrocement violents. Mais ils sont très intelligents : c'est pour cette raison qu'ils essaient de vous pousser à la violence pour que vous deveniez faible à votre tour. (...)

Moralement, vous auriez tous les droits de frapper sans retenue un pays qui s'est mis délibérément au ban de la tolérance, des droits de l'homme, de la paix, de toute culture. Politiquement, c'est moins sûr.

Pourquoi ? D'abord parce que, prisonnière de ses propres principes, la démocratie ne peut pas appliquer contre le terrorisme les méthodes mêmes qu'elle condamne chez lui. Ensuite et surtout parce qu'il s'agit d'éviter avant tout de jeter l'Orient entier dans les bras du terrorisme. Il faut, au contraire, couper le terrorisme des masses musulmanes au lieu de les confondre avec lui. Remplaçons l'idée meurtrière d'un conflit entre les cultures par l'idée d'un conflit entre la barbarie et la civilisation.

Monsieur le président, dans tout ce que j'ose vous dire, il n'y a pas la moindre trace d'antiaméricanisme. Vous avez commis des erreurs. Beaucoup d'erreurs. Nous aussi. Tout autant.

Il s'agit maintenant de trouver la meilleure voie possible pour atteindre et punir, sans servir leurs desseins secrets, les criminels qui vous ont attaqués. Ce sera une tâche difficile. Une des conséquences du 11 septembre est peut-être que l'illusion du « zéro mort » est en train de s'effacer. La guerre contre le terrorisme doit être menée avec une résolution farouche, sans la moindre concession, mais avec intelligence et en tâchant de voir plus loin que le présent immédiat. Il y faut des vertus indomptables. L'Amérique sait en faire preuve.

Dans ce jeu planétaire et tragique, une immense majorité doit être rassemblée non seulement à vos côtés, mais derrière vous. Une responsabilité formidable repose sur le grand pays dont vous êtes le dirigeant.

Nous lui faisons confiance, monsieur le président, pour assurer rien de moins que l'avenir de ce monde qui dépend en large partie des décisions que vous prendrez.



Le président américain, George W. Bush.

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

18 septembre 2001

Page A18 manquante